



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Mardi 10 septembre 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

REVUE DE L'ARBITRAGE

BULLETIN
DU COMITÉ FRANÇAIS DE L'ARBITRAGE

ANNÉE 2024 – N° 2 – AVRIL-JUIN

SOMMAIRE

	Pages
DOCTRINE :	
La légitimité de l'arbitrage (Actes du Colloque du Comité français de l'arbitrage, Paris, 1 ^{er} décembre 2023, dir. Alexis MOURRE)	
– Présentation générale par Jan PAULSSON	413
– Jusqu'où doit aller la faveur pour l'arbitrage, par Charles JARROSSON, Mathieu DE BOISSÉSON, Noradèle RADJAI et Emmanuel JACOMY	423
– L'arbitrage entre harmonie, concurrence et chaos normatif, par Catherine KESSEDJIAN, Loretta MALINTOPPI, Jean-Baptiste RACINE et Eduardo Silva ROMERO	449
– Les institutions sont-elles des régulateurs légitimes du système arbitral ?, par Nigel BLACKABY, Sara KOLEILAT-ARANJO, Emilie GONIN et Ismail SELIM	475
– Arbitrage d'investissements : changement de paradigme ou nouvelle réalité multipolaire ?, par Laurence BOISSON DE CHAZOURNES, Alain PELLET, Arnaud DE NANTEUIL et Isabelle MICHOU	517
– Synthèse, par Gabrielle KAUFMANN-KÖHLER et Alexis MOURRE	543

JURISPRUDENCE FRANÇAISE :

- « Renonciation de l'article 1466 du Code de procédure civile : qualification, compétence et questions autour de la fin de non-recevoir », note sous Cass. civ. 1^{re}, 20 mars 2024 (avis), par Léonor JANDARD et Martin PLISSONNIER. 551
- « Transmission de la clause compromissoire dans une chaîne de contrats et unité du contentieux », note sous Cass. civ. 1^{re}, 14 février 2024, par François-Xavier TRAIN. 565

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE :

- par Sacha WILLAUME 573

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE ARBITRALE EN DROIT DES INVESTISSEMENTS :

- dirigée par Malik LAZOUZI, avec les contributions de Philippe COLEMAN, Sophie LEMAIRE, Céline LÉVESQUE et Eduardo SILVA ROMERO. 605

SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE. 693

DOCUMENT :

- Lignes directrices 2024 de l'IBA sur les conflits d'intérêts en arbitrage international. 709

INFORMATIONS :

- La révision des Lignes directrices de l'IBA sur les conflits d'intérêts en arbitrage international, par Laura FADLALLAH 731
- Colloque organisé par le Comité français de l'arbitrage, 14 novembre 2024, « L'arbitrage et l'adaptation des contrats de durée » 739

BIBLIOGRAPHIE :

- FACH GÓMEZ (Katia), *European Yearbook of International Economic Law, Special Issue – The Technological Competence of Arbitrators. A Comparative and International Legal Study*, par Yves DERAIS 741
- MÜLLER (Christoph), avec PEARSON-WENGER (Sabrina), *Swiss Contract Law in international arbitration*, par Philippe STOFFEL-MUNCK. 743

LIVRES REÇUS. 747

INDEX ANALYTIQUE 751



Démondialisation et remondialisation

Le droit face au défi de la dépendance économique et de la souveraineté

[Revue internationale de droit économique](#)

2023/3 t.XXXVII

[Association internationale de droit économique](#)

Pages 5 à 22

☰ Article de revue

L'esprit des lois à l'époque globale

Par [Alain Supiot](#)

Pages 23 à 39

☰ Article de revue

Économie circulaire, systèmes d'échange locaux, monnaies locales

Par [David Hiez](#)

Pages 41 à 54

☰ Article de revue

L'organisation de coopération et de développement économiques : instance de pilotage d'une nouvelle mondialisation ?

Par [Rainer Geiger](#)

Pages 55 à 70

☰ Article de revue

Souveraineté européenne dans le numérique : une visée d'autonomie dans un monde de dépendances

Par [Alain Strowel](#)

Pages 71 à 95

☰ Article de revue

Règlement européen sur l'intelligence artificielle, normes harmonisées et effets externes

Par [Hans-Wolfgang Micklitz](#)

Pages 97 à 126

☰ Article de revue

L'instrument anti-coercition. Première analyse du règlement relatif à la protection de l'union et de ses états membres contre la coercition économique

Par [Henri Culot](#)

Pages 127 à 141

☰ Article de revue

Le contrôle des données financières à des fins répressives

Par [Maxime Lassalle](#)

Pages 143 à 162

☰ Article de revue

De la régulation déléguée à la constitution d'écosystèmes vertueux. Droit économique et remondialisation

Par [Hugues Bouthinon-Dumas](#)

Pages 163 à 184

☰ Article de revue

L'entreprise vigilante : promesses et perspectives

Par [Irina Parachkevova-Racine](#) et [Jean-Baptiste Racine](#)

Pages 185 à 198

☰ Article de revue

De quelques instruments juridiques de la démondialisation

Par [Gérard Blanc](#)

Pages 199 à 214

☰ Article de revue

Démondialisation et remondialisation : le droit face au défi de la dépendance économique et de la souveraineté

Propos conclusifs

Par [Gilles J. Martin](#)

Recensions

Pages 215 à 230

☰ Article de revue

Recension – Vers la redirection écologique du droit économique

Par [Florian Couveinhes Matsumoto](#)

Pages 231 à 239

☰ Article de revue

Recension

Par [Frédéric Marty](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
25 juillet 2024
n° 28 / 8049^e
pages 1369 à 1416

CHRONIQUE / Santé publique

30 ans de lois de bioéthique : une grande œuvre inachevée

> Amélie Dionisi-Peyrusse

1379

ÉDITORIAL

1369 La République, la femme, l'usurpateur, l'ennemi.
À propos de l'ordonnance du 21 avril 1944, Franck Laffaille

ACTUALITÉS

1372 Assurance (catastrophe naturelle) : point de départ de la prescription
1372 Syndicat professionnel (objet) : contestation de la licéité
1372 Syndicat professionnel (union) : pas de contestation devant le juge judiciaire
1373 Cycle de conférences (Cour de cassation) : penser les pratiques juridictionnelles
1374 Titre exécutoire (clause abusive) : pouvoir du juge de l'exécution

POINTS DE VUE

1375 La personne de confiance : un nouveau Janus ?, Fanny Rogue
1377 Ordonnance de protection et ordonnance provisoire de protection immédiate :
l'urgence dans l'urgence, le provisoire dans le provisoire, Aurélie Fautré-Robin

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

1388 **Panorama** : Droit des dessins et modèles interne et communautaire,
Jean-Christophe Galloux et Pascal Kamina
1399 **Notes** : En fait de meubles..., on ne sait plus trop !, note sous Civ. 1^{re}, 15 mai 2024, Rémy Libchaber





- 1405 Précisions sur la détermination du caractère autorisé de certaines opérations de paiement et sur le caractère apparent de certaines anomalies, *note sous Com. 2 mai 2024, Jérôme Lasserre Capdeville*
- 1410 L'éclatement des sources du droit à la vie privée dans le cadre de l'enquête pénale, *note sous Crim. 27 févr. 2024, Maxime Lassalle*

ENTRETIEN

- 1416 Anne Ponceille – Point sur le rapport 2023 de la Contrôleure générale des lieux de privation de liberté

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KETTY DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNAÏENT, NICOLAS DESBAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉREL

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALLE DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

- RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVAL (01 40 64 53 79)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER,
src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Etranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Juillet 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Franck Laffaille



La République, la femme, l'usurpateur, l'ennemi.
À propos de l'ordonnance du 21 avril 1944



1372

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Assurance (catastrophe naturelle) :

point de départ de la prescription,

Civ. 2^e, 11 juill. 2024

1372

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Syndicat professionnel (union) :

pas de contestation devant le juge judiciaire,

Soc. 12 juill. 2024

Syndicat professionnel (objet) :

contestation de la licéité,

Soc. 12 juill. 2024

1373

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Cycle de conférences (Cour de cassation) :

penser les pratiques juridictionnelles

Voie d'exécution

Titre exécutoire (clause abusive) :

pouvoir du juge de l'exécution,

Civ. 2^e, avis, 11 juill. 2024

Siege social : Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La defense Cedex
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550
Filiale du groupe Lefebvre-Sarut
La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

Recueil Dalloz - 25 juillet 2024 - n° 28

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

25 juillet 2024 - n° 28 / 8049^e



POINTS DE VUE

1375 La personne de confiance : un nouveau Janus ?
par Fanny Rogue

1377 Ordonnance de protection et ordonnance provisoire
de protection immédiate : l'urgence dans l'urgence,
le provisoire dans le provisoire
par Aurélia Fautré-Robin



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

1379 30 ans de lois de bioéthique :
une grande œuvre inachevée
par Amélie Dionisi-Peyrusse

PANORAMA

1388 Droit des dessins et modèles interne
et communautaire
juin 2023 – mai 2024
par Jean-Christophe Galloux et Pascal Kamina

NOTES

1399 En fait de meubles..., on ne sait plus trop !,
note sous Civ. 1^{re}, 15 mai 2024
par Rémy Libchaber

1405 Précisions sur la détermination du caractère
autorisé de certaines opérations de paiement
et sur le caractère apparent de certaines anomalies,
note sous Com. 2 mai 2024
par Jérôme Lasserre Capdeville

1410 L'étatement des sources du droit à la vie privée dans
le cadre de l'enquête pénale, note sous Crim. 27 févr. 2024
par Maxime Lassalle



ENTRETIEN

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et IOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr**

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
1^{er} août 2024
n° 29 / 8050^e
pages 1417 à 1456



ÉDITORIAL

1417 Le § 412, *Jean-Pierre Marguénaud*

ACTUALITÉS

1420 Prescription civile: action en responsabilité consécutive à un autre litige

POINTS DE VUE

1422 Et si la chambre de l'instruction s'ouvrait davantage aux victimes?, *Matthieu Bourrette*

1424 La mère de l'enfant conçu, *Xavier Labbé*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

1431 **Chronique:** Il n'y a pas de propriété industrielle « verte », *Thierry Lambert*

1435 **Panorama:** Procédure pénale, *Jean-Baptiste Perrier*

1445 **Notes:** Élargissement du transfert de la responsabilité pénale dans le cadre d'une opération de fusion-absorption: et maintenant, encore plus loin?, *note sous Crim. 22 mai 2024, Thibaut Duchesne et Éliaz Le Moulec*

1449 **Revue:** Les effets de la loi n° 2023-1216 du 30 septembre 2023 sur le droit des sociétés, *note sous Crim. 10 mai 2024, Thibaut Duchesne et Éliaz Le Moulec*



322429



1447 reprise par l'ayant cause à titre particulier des dettes de son auteur: la Cour de cassation ne cède pas, note sous Civ. 3^e, 16 mai 2024, Thomas Depaepe

1454 La communication d'une créance par le débiteur ne vaut pas reconnaissance de dette, note sous Com. 23 mai 2024 (2 arrêts), Jean-Luc Vallens

ENTRETIEN

1456 Rémy Cabrillac – Retour sur le concours d'agrégation de droit privé et sciences criminelles

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KETTY DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉRLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALLE DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

- RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVAL (01 40 64 53 79)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER
src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Etranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Août 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Jean-Pierre Marguénaud

1417

Le § 412



ACTUALITÉS

1420

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance
Prescription civile : action en responsabilité consécutive
à un autre litige, Ch. mixte, 19 juill. 2024

Le prochain numéro du Recueil
paraîtra le 5 septembre 2024

Siege social : Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La defense Cedex
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550
Filiiale du groupe Lefebvre-Sarut
La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

Recueil Dalloz - 1^{er} août 2024 - n° 29

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

1^{er} août 2024 - n° 29 / 8050^e



POINTS DE VUE

1422 Et si la chambre de l'instruction s'ouvrait davantage
aux victimes?
par Matthieu Bourrette

1424 La mère de l'enfant conçu
par Xavier Labbé



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

1426 Les sanctions du droit commun des contrats
face au devoir de bon comportement
environnemental de l'entreprise contractante
par Sabrina Dupouy

1431 Il n'y a pas de propriété industrielle « verte »
par Thierry Lambert

PANORAMA

1435 Procédure pénale
juillet 2023 – juin 2024
par Jean-Baptiste Perrier

NOTES

1445 Élargissement du transfert de la responsabilité pénale
dans le cadre d'une opération de fusion-absorption:
et maintenant, encore plus loin?
note sous Crim. 22 mai 2024
par Thibaut Duchesne et Éliaz Le Moulec

1449 Reprise par l'ayant cause à titre particulier des dettes
de son auteur: la Cour de cassation ne cède pas,
note sous Civ. 3^e, 16 mai 2024
par Thomas Depaepe

1454 La communication d'une créance par le débiteur
ne vaut pas reconnaissance de dette,
note sous Com. 23 mai 2024 (2 arrêts)
par Jean-Luc Vallens



ENTRETIEN

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et IOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr**

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
5 septembre 2024
n° 30 / 8051^e
pages 1457 à 1520

CHRONIQUE / Informatique

Cyber-délit et compétence territoriale en droit pénal
et en droit international privé
> Rodolphe Mesa

1464



Version numérique incluse*



322430



9 782993 224304

ÉDITORIAL

1457 Le droit de la vie scolaire, *Bernard Beignier*

LECTURES

1462 La liberté académique en format de poche, *Jean-Sylvestre Bergé*

POINT DE VUE

1463 Un mouton à cinq pattes : la société de libre partenariat spéciale..., *Jean-Jacques Daigre*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

1471 **Chronique** : Devoir de vigilance : premières applications pratiques, *Paul Le Fèvre et Victoire Stephan*

Chronique de jurisprudence de la Cour de cassation :

1475 Chambre sociale, *Stéphanie Ala, Marie-Pierre Lanoue et Marie-Anne Valéry*

1482 Chambre criminelle, *Lionel Ascensi, Samuel Gillis, Philippe Mallard, Laetitia Guerrini et Olivier Violeau*

1489 **Panorama** : Droit des biens, *Nadège Reboul-Maupin et Yves Strickler*

1502 **Notes** : La loi, le juge et le secret, *note sous Civ. 2^e, 13 juin 2024 [2 arrêts], Gwendoline Lardeux*

1505 La nullité des délibérations consécutive à une convocation irrégulière,
note sous Com. 29 mai 2024, Corinne Boismain

1510 L'intérêt de l'enfant issu d'un projet parental commun à avoir une seconde filiation maternelle,
note sous Civ. 1^{re}, 23 mai 2024, Marie Mesnil

1515 Le réputé non écrit partiel d'une clause d'exclusion : une nouvelle sanction encourue
en cas de privation illicite du droit de vote ?, *note sous Com. 29 mai 2024, Simon Farges*

ENTRETIEN

1520 Ghislain Poissonnier – La Russie condamnée par la Cour européenne
des droits de l'homme pour son comportement en Crimée

Lefebvre Dalloz

DA|LOZ

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 0786620357
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KETTY DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE
ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE
PASCALE DEUMIER

RÉDACTION

• DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

• RÉDACTION

Maelle HARSCOUËT DE KERAVAL (01 40 64 53 79)

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZÉ-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, *Directrice*
ventcs@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER
src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1 064,90 € TTC

Étranger : 1 109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Septembre 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Bernard Beignier

1457

Le droit de la vie scolaire

ACTUALITÉS

1460

DROIT DES AFFAIRES

Consommation

Tourisme (voyage à forfait) :

réiliation pour insolvabilité de l'organisateur,
CJUE 29 juill. 2024

Société et marché financier

Société anonyme (scission) :

constitution de nouvelles sociétés,
CJUE 29 juill. 2024

1461

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Compétence européenne (consommateur) :

action contre un organisateur de voyage,
CJUE 29 juill. 2024

LECTURES

Jean-Sylvestre Bergé

1462

La liberté académique en format de poche



POINT DE VUE

1463

Un mouton à cinq pattes : la société de libre partenariat spéciale...
par Jean-Jacques Daigre



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

1464

Cyber-délit et compétence territoriale
en droit pénal et en droit international privé
par Rodolphe Mesa

1471

Devoir de vigilance : premières applications pratiques
par Paul Le Fèvre et Victoire Stephan

CHRONIQUE DE LA COUR DE CASSATION

1475

Chambre sociale
par Stéphanie Ala, Marie-Pierre Lanoue
et Marie-Anne Valéry

1482

Chambre criminelle
par Lionel Ascensi, Samuel Gillis, Philippe Mallard,
Laetitia Guerrini et Olivier Violeau

PANORAMA

1489

Droit des biens
juin 2023 – juin 2024
par Nadège Reboul-Maupin et Yves Strickler

NOTES

1502

La loi, le juge et le secret,
note sous Civ. 2^e, 13 juin 2024 [2 arrêts]
par Gwendoline Lardeux

1505

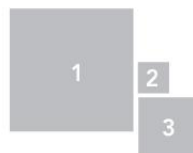
La nullité des délibérations consécutive
à une convocation irrégulière, *note sous Com. 29 mai 2024*
par Corinne Boismain

1510

L'intérêt de l'enfant issu d'un projet parental commun
à avoir une seconde filiation maternelle,
note sous Civ. 1^{re}, 23 mai 2024
par Marie Mesnil

1515

Le réputé non écrit partiel d'une clause d'exclusion :
une nouvelle sanction encourue en cas de privation illicite
du droit de vote ?, *note sous Com. 29 mai 2024*
par Simon Farges



ENTRETIEN

1520

Ghislain Poissonnier – La Russie condamnée
par la Cour européenne des droits de l'homme
pour son comportement en Crimée

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr

2

RTDCiv. - avril-juin 2024 - pages 289 à 552

ARTICLES

289

La définition de la délivrance dans la vente
à l'aune de l'Avant-projet de réforme
du droit des contrats spéciaux
Frédéric Danos

RTDCiv.

Revue trimestrielle de droit civil

ARTICLES

309

La mutation de la jurisprudence
de la Cour de cassation
Clément François

335

L'obligation d'affectation des dommages et intérêts
Martin Plissonnier

CHRONIQUES

354

Les aspects civils du grand arrêt
climatique du 9 avril 2024
Jean-Pierre Marguénaud

390

L'article 1195 du code civil menacé
Hugo Barbier

ref : 602402



Lefebvre Dalloz

DALLOZ



Version numérique incluse*



Couverture | Sommaire

RTDCiv.

Revue trimestrielle de droit civil

SOMMAIRE

ARTICLES

- La définition de la délivrance dans la vente à l'aune de l'Avant-projet de réforme du droit des contrats spéciaux
par Frédéric Danos.....289
- La mutation de la jurisprudence de la Cour de cassation.
Vers une source *formelle* du droit ?
par Clément François.....309
- L'obligation d'affectation des dommages et intérêts
par Martin Plissonnier335

CHRONIQUES

- Sources internationales**
par Jean-Pierre Marguénaud
et Fabien Marchadier.....353
- Personnes et droits de la famille**
par Anne-Marie Leroyer.....372
- Obligations et contrats spéciaux**
Obligations en général
par Hugo Barbier379
- Responsabilité civile**
par Patrice Jourdain.....416
- Contrats spéciaux**
par Pierre-Yves Gautier.....433
- Propriété et droits réels**
par Florent Masson.....439
- Successions et libéralités**
par Michel Grimaldi.....457
- Preuve**

BIBLIOGRAPHIE

- Revue des ouvrages**
Ouvrages en général
sous la responsabilité de Sébastien Pimont
et Vincent Forray513
- Revue des thèses**
sous la responsabilité de Gaël Chantepie,
Christian Jubault
et Catherine Puigelier520
- Revue des revues**
sous la responsabilité
de Frédéric Rouvière.....532

TABLES

- Tables trimestrielles.....545

par Julie Klein 464

Droit judiciaire privé

**Procédure de l'instance. Jugements
et voies de recours. Procédures civiles
d'exécution**

par Nicolas Cayrol 478

Législation française

par Aude Denizot 499



DOSSIER

LA FRANCHISE PARTICIPATIVE À L'ÉPREUVE DE LA JURISPRUDENCE

L'efficacité de la minorité de blocage du franchiseur au sein de la société franchisée résiste-t-elle au contrôle du juge ?

27



À LA UNE

Dossier - Loi Attractivité et droit des sociétés

40

Commentaire - Publicité foncière : la réforme tranquille

21

Biens de l'entreprise - Locaux commerciaux restitués en mauvais état : pas d'indemnisation sans préjudice du bailleur

12

Et aussi... - Le droit à la preuve peut justifier la production d'un document protégé par le secret des affaires

19

Lefebvre Dalloz



www.efl.fr



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE



Sociétés

- 4 - Conditions de modification des droits des porteurs d'actions de préférence de SAS
- 5 - Publicité des opérations de liquidation amiable et de TUP
- 6 - Renonciation à la qualité d'associé par le conjoint d'un associé
- 7 - Entrée en vigueur des nouveaux seuils de désignation des commissaires aux comptes

Entreprise en difficulté

- 8 - Futurs tribunaux des activités économiques
- 9 - Action en résolution d'une vente contre un vendeur en liquidation judiciaire

Contrats

- 10 - Dol du franchiseur

Finances de l'entreprise

- 11 - Obligation d'information du prêteur sur la garantie souscrite
- 11 - Obligation de règlement d'une caution

Biens de l'entreprise

- 12 - Restitution des locaux commerciaux en mauvais état : indemnisation du bailleur
- 13 - Usage d'une marque sous une forme modifiée
- 14 - Obligation d'immatriculation du locataire commercial

Concurrence

- 14 - Opérations de visite et saisie : saisie de messageries de salariés
- 15 - Entente illicite : réparation du préjudice subi par des filiales

Consommation

- 16 - Précision sur l'office du juge en matière de clauses abusives
- 17 - Comparateurs et places de marché en ligne : décret d'application de la loi SREN
- 18 - Application du Code de la consommation à une entreprise agricole

Compliance

- 19 - CJIP prévoyant le dessaisissement de biens saisis

Et aussi...

- 19 - Droit à la preuve et secret des affaires

Commentaires

- 21 - Publicité foncière : la réforme tranquille
- 25 - Modification du régime juridique de SCPI, des SEF et des GFI

Dossier

LOI ATTRACTIVITÉ ET DROIT DES SOCIÉTÉS

- 40 - Les mesures en droit des sociétés de la « loi Attractivité » en bref
- 41 - Emission d'actions de préférence à droit de vote multiple lors d'une introduction en bourse
- 42 - La dématérialisation des décisions collectives d'associés et d'actionnaires
- 46 - Délibérations des conseils d'administration et de surveillance
- 48 - Recours en cas de refus d'inscription d'un projet de résolution à l'ordre du jour des assemblées de SA
- 49 - Augmentation de capital des sociétés par actions
- 51 - Mesures diverses de la loi Attractivité en droit des sociétés

Veille

- 54 - Veille fiscale et sociale



DOSSIER



27

LA FRANCHISE PARTICIPATIVE
À L'ÉPREUVE DE LA JURISPRUDENCE



QUESTION D'ACTUALITÉ
**LOI SREN : VERS UN NOUVEL
ÉQUILIBRE DE LA RELATION
ENTRE ENTREPRISES
ET FOURNISSEURS DE CLOUD**

Un important volet de la loi encadre les contrats d'informatique en nuage.

28



www.efl.fr



À LA UNE

Question pratique - Règles actuelles applicables aux négociations commerciales : approche critique

31

Sociétés - L'usufruitier peut contester les décisions collectives pouvant affecter son droit de jouissance

4

Contrats - Les clauses de limitation de responsabilité opposables au tiers qui invoque l'inexécution du contrat

10

Lefebvre Dalloz

 EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE



Sociétés

- 4 - Action de l'usufruitier de droits sociaux en annulation d'une décision collective
- 5 - Abus de dépendance dans une cession de droits sociaux : critères d'appréciation
- 6 - Nullité d'une décision collective pour abus de majorité
- 7 - Informations sur les bénéficiaires effectifs : fin de l'accès du public
- 7 - Exercice en société des professions juridiques et judiciaires

Entreprise en difficulté

- 8 - Effets de la nullité d'un paiement effectué en période suspecte
- 8 - Résiliation du bail pour loyers impayés pendant la période d'observation
- 9 - Action des associés d'une société franchisée en liquidation contre le franchiseur

Contrats

- 10 - Opposabilité aux tiers des clauses limitatives de responsabilité
- 11 - Cession d'un fonds de commerce incluant une marque
- 12 - Preuve d'une livraison
- 13 - Application d'une clause limitative de responsabilité
- 13 - Clause de conciliation préalable

Finances de l'entreprise

- 14 - Dématérialisation des titres transférables

Biens de l'entreprise

- 16 - Réajustement du loyer commercial principal en cas de sous-location
- 16 - Protection de la marque renommée
- 17 - Fin du bail dérogatoire et délai de grâce accordé au locataire
- 18 - Déchéance de la marque de l'Union européenne Big Mac
- 19 - Encadrement des loyers d'habitation

Concurrence

- 20 - Ententes illicites et échange d'informations entre concurrents

Consommation

- 21 - Précisions de la DGCCRF sur l'obligation d'information sur la « shrinkflation »

Compliance

- 22 - Devoir de vigilance : conditions de recevabilité de l'action en injonction
- 24 - Droit d'accès aux données personnelles
- 25 - Blanchiment : manquement aux obligations de vigilance

Et aussi...

- 26 - Recevabilité d'une preuve déloyale
- 26 - Délivrance et contenu des attestations d'immatriculation au RNE
- 27 - Calendrier des vacances scolaires 2024-2025

Question pratique

- 31 - Règles actuelles applicables aux négociations commerciales : approche critique

Veille

- 35 - Veille fiscale et sociale



QUESTION D'ACTUALITÉ



28

**LOI SREN : VERS UN NOUVEL
ÉQUILIBRE DE LA RELATION
ENTRE ENTREPRISES
ET FOURNISSEURS DE CLOUD**

Revue Lamy de la concurrence

Dossier : Sport et concurrence, le droit du marché a-t-il fini de bouleverser le secteur sportif ?

Xavier AUMERAN, Frédéric BUY et Mathieu LE BESCOND de COATPONT

– Inspections de concurrence à l'ère digitale : adapter les règles aux nouveaux outils mais aussi aux nouveaux risques

Nathalie JALABERT-DOURY

– Restructuration d'entreprises et droit de la concurrence : le cédant d'une branche d'activité demeure responsable des dommages concurrentiels en cas d'apport partiel d'actifs

Dan ROSKIS et Chloé CHARBEAUX

140 | MENSUEL
JUILLET-AOÛT 2024

Conseil scientifique

Frédéric de BURE :

Avocat, Cleary Gottlieb Steen & Hamilton LLP

Sébastien BRAMERET :

Maître de conférences à l'Université Grenoble Alpes, Membre du GRDPE

Benjamin CHEYNEL :

Référéndaire à la Cour de justice de l'Union européenne

Loraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ :

Avocat, Jeantet Associés

Jean-Christophe GRALL :

Avocat, Grall & Associés

Pascale IDOUX :

Professeur de droit public à l'Université de Montpellier I, CREAM/UIF

Bruno LASSERRE :

Ancien Président de l'Autorité de la concurrence

Gildas de MUIZON :

Deloitte Economic Consulting

Gwenaél MUGUET-POULLENNEC :

Référéndaire au Tribunal de l'Union européenne

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de Droit

Éric PAROCHE :

Avocat, Hogan Lovells

Alexandre RIÉRA :

Maître de conférences en droit privé à l'Université de Perpignan Via Domitia, Avocat, AARPI RGR Avocats

Jacqueline RIFFAULT-SILK :

Conseiller à la Cour de cassation

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédacteur en chef : Jérémy Berlemont

Ont participé à ce numéro : Mariam El Bardan, Céline Garnier, Annabelle Grosjean

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 91,61 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2115-8894

N°ISSN (version imprimée) : 1770-9377

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 1226 T 85786

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint, 2 rue Descartes, 95330 Domont

Origine du papier : Portugal

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : imprimé sur papier FSC

Eutrophisation : Ptot 0.08 kg/tonne

Pour contacter le service client :



courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLC 2024/140, n° 4696 (année/n° de la revue, n° du commentaire)

Sommaire

FOCUS P. 4

- Opérations de visite et saisie, correspondance avocat-client et saisie globale de messageries professionnelles : les précisions de la Cour de cassation
Jérémy BERLEMONT

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 6

- Pratiques anticoncurrentielles P. 6
- Transparence et pratiques commerciales déloyales P. 9
- Procédure P. 11
- Distribution P. 12
- Aides d'État P. 15
- Commande publique P. 17

ÉCLAIRAGE P. 24

- Inspections de concurrence à l'ère digitale : adapter les règles aux nouveaux outils mais aussi aux nouveaux risques
Nathalie JALABERT-DOURY

DOSSIER P. 30

- SPORT ET CONCURRENCE : LE DROIT DU MARCHÉ A-T-IL FINI DE BOULEVERSER LE SECTEUR SPORTIF ?

Affaire *Diarra* et liberté de circulation des footballeurs : avis de tempête pour le système des transferts P. 31
Xavier AUMERAN

Concurrence et droits TV : réflexions à la lumière de l'arrêt *Superleague* P. 36
Frédéric BUY

Les règles d'éligibilité dans les catégories féminines sont-elles anticoncurrentielles ? P. 39
Mathieu LE BESCOND de COATPONT

JURISPRUDENCE COMMENTÉE P. 45

- Restructuration d'entreprises et droit de la concurrence : le cédant d'une branche d'activité demeure responsable des dommages concurrentiels en cas d'apport partiel d'actifs
Dan ROSKIS et Chloé CHARBEAUX

REVUE LAMY

Droit des Affaires

Charges, travaux, taxes, redevances
et impôts : quel bilan après dix années
d'application de la loi du 18 juin 2014
dite loi Pinel ?

Hanan CHAOUI

– Responsabilité pénale de la société absorbante du fait de la société absorbée :
nouvelle évolution de la jurisprudence de la chambre criminelle de la Cour de cassation
Michaël ROULAND

– Confirmations et incertitudes dans la nullité d'une assemblée générale de SARL
irrégulièrement convoquée
Robert VINCENT

– Prohibition des clauses d'exclusion statutaires privant l'associé de son droit de vote :
une persistance qui peine à convaincre
John-Matthieu CHANDLER

– Régime de la cession de contrat : des précisions attendues sur la portée du consentement
du cocontractant cédé
Pierre-Marie DENIS

– L'inopposabilité du plan de surendettement à la caution de la dette garantie
Adama ZOROMÉ

– Les multinationales face à la RSE en droit comparé : de la plume à l'enclume à l'échelle mondiale ?
Bruno ANCEL

– Localisation de la juridiction compétente en cas de perte purement financière en matière délictuelle
Julie CLAVEL-THORAVAL

206 | MENSUEL
SEPTEMBRE 2024

Conseil scientifique

Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

Jean-Michel do CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

Emmanuel DAUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédacteur en chef : Brice Lemercier

Ont collaboré à ce numéro :

Annabelle Grosjean, Victoria Mauriès, Stavroula Koulocheri, Héroïse Planckaert

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 65,34 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2109-9367

N°ISSN (version imprimée) : 1279-8401

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 0125 T 87146

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

Origine du papier : Pologne

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : PEFC

Eutrophisation : Ptot 0.02 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58
APPEL NON SURTAXE

Courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLDA 2024/206, n° 8017 (année/n° de la revue, n° du commentaire)

Sommaire

ACTUALITÉS

FOCUS P. 3

- Revirement de jurisprudence sur la clause limitative de responsabilité : opposabilité aux tiers au contrat
Annabelle GROSJEAN

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 5

SOCIÉTÉS COMMERCIALES

- Responsabilité pénale de la société absorbante du fait de la société absorbée : nouvelle évolution de la jurisprudence de la chambre criminelle de la Cour de cassation P. 11
Michaël ROULAND
- Confirmations et incertitudes dans la nullité d'une assemblée générale de SARL irrégulièrement convoquée P. 15
Robert VINCENT
- Prohibition des clauses d'exclusion statutaires privant l'associé de son droit de droit de vote : une persistance qui peine à convaincre P. 20
John-Matthieu CHANDLER

CONTRAT P. 24

- Régime de la cession de contrat : des précisions attendues sur la portée du consentement du cocontractant cédé
Pierre-Marie DENIS

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ P. 29

- L'inopposabilité du plan de surendettement à la caution de la dette garantie
Adama ZOROMÉ

PERSPECTIVES

ANALYSE P. 34

- Charges, travaux, taxes, redevances et impôts : quel bilan après dix années d'application de la loi du 18 juin 2014 dite loi Pinel ?
Hanan CHAQUI

BUSINESS ABROAD P. 41

- Les multinationales face à la RSE en droit comparé : de la plume à l'enclume à l'échelle mondiale ?
Bruno ANCEL

JURISPRUDENCE COMMENTÉE P. 48

- Localisation de la juridiction compétente en cas de perte purement financière en matière délictuelle
Julie CLAVEL-THORAVALE

DROIT & PATRIMOINE

LE MENSUEL
DE TOUS
LES PRATICIENS
DU DROIT

N°348 • Juillet-Août 2024

Prix au n° : 43,58 € HT – 44,50 € TTC. Abonnement annuel : 475,02 € HT – 485 € TTC.

DOSSIER

Les travaux sur CONSTRUCTIONS EXISTANTES



ÉCLAIRAGE

Les outils numériques,
ces pépites au service
du « notaire augmenté »

ANALYSE

Le renouveau
de l'avocat postulant

ACTUALITÉ

ÉCLAIRAGE

Les outils numériques, ces pépites au service du « notaire augmenté » 6

Malgré le développement d'outils numériques de plus en plus pertinents pour les notaires, ces derniers peinent parfois à les adopter. Si la crise immobilière ne semble pas améliorer l'équation en la matière, il reste que le notaire ne peut s'extraire de cette donnée pour repenser son modèle

« La justice amiable doit se structurer pour devenir pérenne et cohérente » 8

Le 25 juin 2024, les ambassadeurs de l'amiable, désignés par le garde des Sceaux dans le cadre du lancement de la politique de l'amiable au début de l'année 2023, ont remis à ce dernier leur rapport de mission. Natalie Fricero, professeure des universités à l'université Côte d'Azur, membre du Conseil national de la médiation, doyenne du pôle justice civile à l'ENM et ancien membre du CSM, était l'une de ces chargés de mission. Entretien.

Activité juridictionnelle de la Cour de cassation en 2023 10

La Cour de cassation a publié, le 3 juillet 2024, son rapport annuel pour l'année 2023. La quatrième partie du document présente de manière détaillée l'activité juridictionnelle et extra-juridictionnelle de la Cour et des juridictions et commissions instituées auprès d'elle.



DOSSIER

Les travaux sur CONSTRUCTIONS EXISTANTES

• **Travaux de réhabilitation : la gestion, par le contrat, des découvertes en cours de chantier** 22

Par Alexis Lelievre, associé, et Géraud Dupré de Puget, collaborateur, cabinet Lacourte Raquin Tatar

• **Le réemploi des matériaux de construction dans les projets immobiliers : où en est-on ?** 26

Par Anne-Laure Gauthier, Damien Grosse, Julien Souyeaux, associés, et Louise-Victoire David, collaboratrice, cabinet Lacourte Raquin Tatar

SOMMAIRE

ACTUALITÉ • PRATIQUE • ANALYSE • DOSSIER • JURISPRUDENCE

ANALYSE

Le renouveau de l'avocat postulant.....11

Par Philippe Leconte, avocat au barreau de Paris, ancien avoué à la cour, spécialiste en procédure d'appel

ANALYSE

Assouplissement jurisprudentiel en matière de reprise d'actes accomplis pour une société en formation.....14

Par Quentin Némot-Rajot, maître de conférences, Centre de droit de l'entreprise, équipe de recherche Louis Josserand (EA3707), université Jean Moulin Lyon III, responsable doctrine Akilys avocats

CHRONIQUE

Chronique de droit immobilier 2023.....47

Par Jean-François Giacuzzo, professeur à la faculté de droit et science politique de l'université Toulouse Capitole et Matthieu Poumarède, doyen de la faculté de droit et science politique de l'université Toulouse Capitole

• **Obligations de verdissement des bâtiments existants**..... 34

Par Émilie Capron, Marie-Amélie Gros, associées, Marlyn Balembolo, Cyprien de Scorbiac et Mathilde d'Escodeca de Boisse, collaborateurs, cabinet Lacourte Raquin Tatar

• **Le régime des travaux sur existant en droit de l'urbanisme**..... 43

Par Anne-Laure Gauthier, associée, cabinet Lacourte Raquin Tatar

RJCom

Revue de jurisprudence commerciale

Ancien journal des agréés – 67^e année

Sous la direction scientifique de **Jean-Marie Leloup**, Avocat au Barreau de Paris, ancien Bâtonnier de l'Ordre de Poitiers

Rédaction :

Vincent Téchené, Rédacteur en chef

Perrine Cathalo, Rédactrice en droit des affaires

Commercial

[Chronique] **Chronique « Un usage »**

Par Charlotte Rucosa

Concurrence

[Chronique] **Chronique de droit de la concurrence**

Par Georges Decocq

Réf. : CJUE, 25 janvier 2024, aff. C-438/22, Em akaunt BG EOOD **N° Lexbase : A77562GD**

Distribution

[Chronique] **Chronique de droit de la distribution**

Par Jean-Marie Leloup

Procédure civile

[Chronique] **Chronique de procédure civile et commerciale**

Par Gaëlle Deharo

Réf. : Cass. civ. 2, 23 mai 2024, n° 22-15.537, F-B **N° Lexbase : A86085CS**

Sociétés

[Jurisprudence] **Prix déterminable et licenciement pour faute grave**

Par Bruno Dondero

Réf. : Cass. com., 10 juillet 2024, n° 22-15.651, F-B **N° Lexbase : A22195PU**

Conseil éditorial :

Alain Dautriat, Juge commissaire au tribunal de commerce de Bobigny

Georges Decocq, Professeur de droit à l'Université Paris-Dauphine, co-directeur du Centre de Recherche Droit Dauphine

Sylvaine Poillot-Peruzzetto, Conseillère à la Chambre commerciale de la Cour de cassation

Contrats Concurrence Consommation, n° 8 du 01 août 2024

Sommaire du numéro

Repère

CONSOMMATION

Shrinkflation et protection du consommateur

N° 8 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | PRODUIT DE CONSOMMATION

Communication environnementale : liberté contrariée des allégations et labels

N° 31 - Par Sylvie PUGNET

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AUTORITÉ DE LA CONCURRENCE

Création de contenu vidéo en ligne : lancement d'une consultation publique

N° 32

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AUTORITÉ DE RÉGULATION PROFESSIONNELLE DE LA PUBLICITÉ

L'ARPP lance le certificat de la vente sociale responsable

N° 33

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENERGIE

Validation du soutien français au déploiement de l'énergie éolienne en mer

N° 34

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

« Droit à la réparation » : la directive est publiée

N° 35

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DE TEXTES | VEILLE

Du 5 juin au 9 juillet 2024

N° 36

[Consulter le PDF](#)

Étude



LITIGE DE CONSOMMATION

Greenwashing : vingt compagnies aériennes dans le viseur de la Commission et des autorités nationales de protection des consommateurs

N° 7 - Par Omar KAFI CHERRAT

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



CONTRATS | ERREUR

Surestimation du bien affecté en garantie d'un prêt viager hypothécaire : quelle conséquence ?

N° 125

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | RESPONSABILITÉ MÉDICALE

Pas de devoir pour la victime de limiter son préjudice

N° 126

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | APPLICATION DE LA LOI DANS LE TEMPS

Application de la loi dans le temps en matière contractuelle

N° 127 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CLAUSE DE NON-RÉAFFILIATION

Sanction de la clause de non-réaffiliation disproportionnée

N° 128 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONCURRENCE DÉLOYALE

Retour sur l'évaluation du préjudice de concurrence déloyale

N° 129 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | FRANCHISE

Informations significatives sur des événements postérieurs à la remise du document d'information précontractuelle

N° 130 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | FRANCHISE

Absence d'obligation de vérification des comptes prévisionnels établis par le franchisé

N° 131 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | PRATIQUES RESTRICTIVES DE CONCURRENCE

Pratiques restrictives de concurrence : prescription conventionnelle

N° 132 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | PRATIQUES RESTRICTIVES DE CONCURRENCE

Pratiques restrictives de concurrence

N° 133 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

Rupture brutale

N° 134 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

Un avis de l'Autorité de la concurrence sur le fonctionnement concurrentiel du secteur de l'IA générative

N° 135 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

Des précisions sur l'obligation de compensation de la Commission européenne en cas d'annulation d'une décision de sanction

N° 136 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

La chambre criminelle précise les contours du principe de confidentialité

N° 137 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

16 millions d'euros d'amende pour la suppression de messages WhatsApp pendant l'enquête de concurrence

N° 138 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

Les clauses de déchéance du terme ou de résiliation de plein droit du crédit immobilier à nouveau fustigées par la Cour de cassation

N° 139 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

Lorsque le devoir de conseil du vendeur vient au secours de l'acheteur victime d'un dommage corporel

N° 140 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

Contrat conclu à distance par voie électronique

N° 141 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

Procédures collectives

N° 142 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

Pratiques commerciales déloyales

N° 143 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CLAUSE DE DÉTENTION D'ANIMAUX DOMESTIQUES

Contrats de location de tourisme et clauses de détention d'animaux

N° 8 - Par Victoire LASBORDES - DE VIRVILLE

[Consulter le PDF](#)

Droit des sociétés, n° 8 du 01 août 2024

Sommaire du numéro

Repère

SOCIÉTÉ COTÉE

Publication d'un guide du dialogue actionnarial

N° 8 - Par Olympe DE BAILLIENCOURT

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | SAS

Précisions inédites sur la conversion d'actions de préférence en SAS !

N° 110 - Par Adeline THOBIE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CESSION DE PARTS SOCIALES

Cession de parts sociales : conditions de la déterminabilité du prix lié à un événement futur

N° 111

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PRESCRIPTION

Prescription de l'action en remboursement des droits sociaux d'un associé d'une société civile de médecins qui en a été exclu

N° 112 - Par Marine DESTREGUIL

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | USUFRUITIER

Droit de l'usufruitier de contester les décisions collectives portant atteinte à son droit de jouissance, malgré les statuts d'une SCI

N° 113

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DEVOIR DE VIGILANCE

Le Sénat publie une étude de législation comparée sur le devoir de vigilance des entreprises

N° 114

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FINANCE DURABLE

Finance durable : des mesures pour soutenir la publication d'informations sur la durabilité par les entreprises

N° 115

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DROITS HUMAINS

Panorama Entreprises et droits humains - ce qui s'est passé à l'international

N° 116

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RSE

Panorama de la compliance et éthique des affaires - ce qui s'est passé à l'international

N° 117

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉFAILLANCE D'ENTREPRISE

Défaillances d'entreprises en juin 2024

N° 118

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BODACC

Obligation de publication au BODACC de la dissolution donnant lieu à une procédure de transmission universelle du patrimoine

N° 119

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

L'omission d'un créancier sur la liste des créances entraîne son relevé de forclusion malgré la contestation de sa créance par le débiteur

N° 120 - Par Lyna SAIT

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CRÉANCE LOCATIVE

Demande de fixation d'une créance locative antérieure à l'ouverture du redressement judiciaire

N° 121

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DISSOLUTION D'UNE SOCIÉTÉ

Refus de prononcer la dissolution d'une société en raison d'une mésentente imputable au demandeur

N° 122

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ASSOCIÉS DE SEL

Imposition des associés de SEL dans la catégorie des BNC à partir de 2025

N° 123

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Élargissement du champ de la réduction d'impôt ESUS aux souscriptions au capital d'entreprises chargées d'une mission patrimoniale

N° 124

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉDUCTION DU REVENU GLOBAL

Dépenses d'un dirigeant pour son entreprise

N° 125 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CESSION DU BAIL COMMERCIAL

Étendue des obligations du cédant responsable de l'éviction du cessionnaire

N° 126 - Par Alexis ALVAREZ-ELORZA

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÉSERVE SPÉCIALE DE PARTICIPATION

Contestation de l'attestation du bénéfice et intégration des résultats des sociétés en participation

N° 127 - Par Thierry RUCKEBUSCH

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS

Demande d'accès aux données des bénéficiaires effectifs : entrée en vigueur des nouvelles règles

N° 128

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LOI EUROPÉENNE SUR L'IA

La loi européenne sur l'IA est publiée !

N° 129

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AVOCAT PLAIDANT

Avocat plaissant et avocat postulant : une seule aide juridictionnelle pour tous !

N° 130 - Par Stéphanie GRAYOT-DIRX

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CESSION D'ACTIONS

Manquement de l'avocat à son obligation de conseil et de mise en garde dans le cadre de la cession d'actions d'une société

N° 131

[Consulter le PDF](#)

Étude



HOLDING

Qui peut contrôler une société ?

N° 10 - Par Patrick KASPARIAN

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | CLAUSE D'EXCLUSION

Seule est réputée non écrite la stipulation privant l'associé du droit de voter sur son exclusion

N° 103 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | SOCIÉTÉ EN FORMATION

L'impossible reprise par la société en formation d'un apport fait à elle (ou de l'intérêt d'immatriculer une société au plus vite)

N° 104 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET AUTRES GROUPEMENTS | ASSOCIATION

Une action ut singuli possible sous condition de prévision statutaire dans les associations

N° 105 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SA

L'assemblée générale extraordinaire, le constat du quorum et la représentation de la société-actionnaire

N° 106 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | ACTION DE CONCERT

L'action de concert destinée à faire échec à un retrait obligatoire : une notion à interpréter avec précaution !

N° 107 - Par Julien GRANOTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | CONTRÔLEUR

Désignation

N° 108 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | DIRIGEANT

Preuve de la direction de fait

N° 109 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | FAILLITE SUR FAILLITE NE VAUT

Contrariété de décisions

N° 110 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Représentation de la société en liquidation judiciaire

N° 111 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | BANQUEROUTE

L'élément matériel protéiforme du délit de banqueroute

N° 112 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | RESPONSABILITÉ PÉNALE DE LA PERSONNE MORALE

Extension aux SARL de la responsabilité pénale de la société absorbante du fait de la société absorbée

N° 113 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | CESSIION DE DROITS SOCIAUX

Détermination, pour le calcul de la plus-value ou moins-value de cession de droits sociaux par des particuliers, du prix de revient des titres cédés

N° 114 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | GROUPE DE SOCIÉTÉS

Convention de « management fees » portant sur des prestations de direction

N° 115 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

RSE ET DROIT DES SOCIÉTÉS | DEVOIR DE VIGILANCE

Premiers arrêts de la chambre des contentieux émergents : les contours du devoir de vigilance se précisent !

N° 116 - Par Morgane TIREL

[Consulter le PDF](#)

Journal du Droit international Clunet, n° 3 du 01 juillet 2024

Sommaire du numéro

Doctrine

ARBITRAGE INTERNATIONAL

Arbitrage et litiges de guerre

N° 7 - Par Daniel MAINGUY

[Consulter le PDF](#)

GROUPES INTERNATIONAUX

Les accords de groupe transnationaux

N° 8 - Par Bernard TEYSSIÉ

[Consulter le PDF](#)

Variétés

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Le concept de génocide et son (risque d') instrumentalisation

N° 4 - Par Arnaud DE NANTEUIL

[Consulter le PDF](#)

Commentaires

FRANCE | CONFLIT DE LOIS

Les conséquences de l'impérativité de la règle de conflit de lois en matière de concurrence déloyale

N° 14 - Par Athénaïs BLANCHET-MORALÈS

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | IMMUNITÉ

L'aéronef d'État, de l'immunité d'exécution à la saisie

N° 15 - Par Pascal DUPONT et Ghislain POISSONNIER

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | ARBITRAGE INTERNATIONAL

Le nouveau régime de l'appel des ordonnances d'exequatur des sentences étrangères

N° 16 - Par Jacques PELLERIN

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | CONCURRENCE

L'encadrement du recours au Tribunal arbitral du sport en matière de droit européen de la concurrence

N° 17 - Par Mathieu COMBET

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | CONSOMMATION

Le régime international du contrat timeshare ou le renforcement du statut de la règle de conflit de lois en droit de la consommation

N° 18 - Par Marylou FRANÇOISE

[Consulter le PDF](#)

Chroniques



CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS (CIRDI) | CIRDI

Chronique des sentences arbitrales

N° 5 - Par Yas BANIFATEMI et Mohamed SHELBAZA

[Consulter le PDF](#)

COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME | CEDH

Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2023)

N° 6 - Par Emmanuel DECAUX , Sébastien TOUZÉ , Sarah JAMAL , Célia AUBRY , Emma BOUDET , Victoria DHAISNE , Olivia GALLOT , Anna GLAZEWSKI , Cécile GOUBAULT-LARRECQ , Thibaut LARROUTUROU , Yannick LÉCUYER , Claire MÉRIC , Olivier PEDEBOY , Marc PICHARD , Nadia SEQUAT , Marc SERVANT et Eugénie VENDROUX

[Consulter le PDF](#)

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE | OMC

Chronique du règlement des différends (2023 - 2024)

N° 7 - Par Hélène RUIZ FABRI et Pierre MONNIER

[Consulter le PDF](#)

Bibliographie



DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

The Law's Ultimate Frontier : Towards an Ecological Jurisprudence - A Global Horizon in Private International Law

N° 7 - Par Catherine KESSEDJIAN

[Consulter le PDF](#)

CONFLITS DE LOIS

Les règles de conflit de lois confrontées au marché intérieur, Étude en droit international privé européen du travail

N° 8 - Par Carine BRIÈRE

[Consulter le PDF](#)

ARBITRAGE INTERNATIONAL

L'efficacité de l'arbitrage commercial international

N° 9 - Par Walid BEN HAMIDA

[Consulter le PDF](#)

ARBITRAGE INTERNATIONAL

Schreuer's Commentary on the ICSID Convention

N° 10 - Par Guido CARDUCCI

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 29 du 22 juillet 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

Contrition et repentir à la Cour de cassation

N° 949 - Par Nicolas MOLFESSIS

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | PRIX

Remise du Prix Vendôme 2023 à Candice Ranc

N° 950 - Par Fabrice RAOULT

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | GOUVERNEMENT

Affaires courantes : le Gouvernement au ralenti

N° 951 - Par Patrick GÉRARD

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | UNION EUROPÉENNE

La directive relative à la violence fondée sur le genre : entre symbole et déception

N° 952 - Par Hélène CHRISTODOULOU

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

Myr'ho-Bootshop suite : l'opposabilité des clauses limitatives de responsabilité au tiers

N° 953 - Par Pascal OUDOT

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL

Point de départ du délai d'appel en matière d'expropriation : revirement de jurisprudence

N° 954

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | MAJEURS PROTÉGÉS

Inconstitutionnalité de l'absence d'obligation légale d'aviser le curateur ou le tuteur d'un majeur protégé en cas de saisie spéciale immobilière

N° 955

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 11 au 17 juillet 2024

N° 956

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 1er au 7 juillet 2024

N° 957

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | MAJEURS PROTÉGÉS

Tutelle d'une partie au procès, ouverte après la clôture des débats

N° 958 - Par Gilles RAOUL-CORMEIL

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES (EN GÉNÉRAL)

Assurance des pertes d'exploitation et pandémie : la quarantaine n'est pas le confinement

N° 959 - Par Guillaume BRUNEL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 11 au 17 juillet 2024

N° 960

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 1er au 7 juillet 2024

N° 961

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Sur l'incapacité des privilèges de juridiction à fonder l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité en France

N° 962 - Par Louis D'AVOUT

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PREUVE

Harcèlement moral : preuve sous forme d'enregistrement clandestin

N° 963

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 11 au 17 juillet 2024

N° 964

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 1er au 7 juillet 2024

N° 965

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ÉTRANGERS

Loi immigration : 6 nouveaux décrets publiés

N° 966

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ÉTRANGERS

Loi immigration : nouvelles modalités d'introduction de la demande d'asile

N° 967

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ÉTRANGERS

[Loi immigration : modification de dispositions relatives à la contestation de la décision portant OQTF et procédure applicable devant la CNDA](#)

N° 968

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 11 au 17 juillet 2024](#)

N° 969

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PAS DE PEINE SANS LOI

[Sanction de l'imprévisibilité d'une interprétation juridictionnelle](#)

N° 970 - Par Laure MILANO

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE FAMILIALE

[Famille d'accueil transgenre](#)

N° 971 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | COMPÉTENCE JUDICIAIRE

[Les deux logiques du droit de la concurrence et du droit international privé](#)

N° 972 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

[Le critère du consommateur moyen peut pallier l'impossibilité d'opérer un contrôle cas par cas des clauses abusives dans le cadre d'une action collective](#)

N° 973 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

[La « loi européenne sur l'IA » est publiée](#)

N° 974

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | RENVOI PRÉJUDICIEL

[Renvoi préjudiciel de l'assemblée plénière de la Cour de cassation : des questions essentielles...](#)

N° 975 - Par Denys SIMON

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

[Refus d'exonération des droits de mutation et responsabilité du notaire](#)

N° 976 - Par Benoît CASSOWITZ

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

[Implémentation du Fab-Lab IDÉAL dès la rentrée universitaire 2024-2025](#)

N° 977 - Par Séverine NADAUD

[Consulter le PDF](#)

[La Semaine de la doctrine](#)



LA CHRONIQUE | PERSONNES

[Droit des personnes](#)

N° 978 - Par Bernard TEYSSIÉ et Nicolas ANCIAUX

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | COLLOQUE

Regards croisés sur la justice pénale Outre-Atlantique. - François Molins et Cyrus Vance Jr.

N° 979

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

Confrontation judiciaire et violences sexuelles : enjeux et pratiques

N° 980

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | ALSACE-MOSELLE

3 Questions à Jean-Marie Woehrling, président de l'Institut du Droit Local (IDL)

N° 981

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PRIX

3 questions à Ariane de Guillenchmidt-Guignot, docteur en droit, avocat à la cour, ancienne vice-présidente de l'AFDD

N° 982

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Propositions pour le développement des modes amiables de résolution des différends

N° 983

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | POLITIQUES PUBLIQUES

Fonctionnement du Conseil national du commerce

N° 984

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 35 du 02 septembre 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

[JO : un cheval de Troie sécuritaire](#)

N° 985 - Par Patrice SPINOSI

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | MAGISTRATS

[Béatrice Brugère, une voix syndicale disruptive](#)

N° 986 - Par Anaïs COIGNAC

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

[Requiem pour un Rapport](#)

N° 987 - Par Michel VERPEAUX

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

[Limitation de l'obligation de notification du mémoire au ministère public en cassation selon sa qualité de partie principale ou jointe](#)

N° 988

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROTECTION DES MINEURS

[Retour exceptionnel vers un État tiers de l'enfant déplacé illicitement : une exception conditionnée par l'intérêt supérieur de l'enfant](#)

N° 989

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 18 juillet au 28 août 2024](#)

N° 990

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 8 juillet au 18 août 2024

N° 991

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

La condition de cohabitation de l'enfant avec ses père et mère est désormais consubstantielle à l'autorité parentale

N° 992 - Par Laura VITALE

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RÉGIMES MATRIMONIAUX

Entre passé et avenir : la qualification de loi de police du régime primaire des époux

N° 993 - Par Cyril NOURISSAT

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

Loi Justice 2023-2027 : publication de la circulaire de présentation des dispositions pénales en vigueur le 30 septembre 2024

N° 994

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROTECTION DES MINEURS

Protection des enfants victimes et co-victimes de violences intrafamiliales : publication de la circulaire de présentation de la loi

N° 995

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | SAISIES ET CONFISCATION

Renforcement des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels : publication de la circulaire de présentation de la loi

N° 996

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES

Lutte contre les dérives sectaires : publication de la circulaire de présentation des dispositions de la loi

N° 997

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

Censure par le Conseil d'État de dispositions réglementaires outrepassant le cadre législatif en procédure pénale

N° 998

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 11 juillet au 28 août 2024

N° 999

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 24 juin au 11 août 2024

N° 1000 [Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | HARCÈLEMENT MORAL

[Participation à une réunion de harceleurs](#)

N° 1001 - Par Stéphane DETRAZ [Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES

[Exercice en société des professions juridiques réglementées : les décrets sont publiés](#)

N° 1002 [Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES

[Information des professionnels par la Commission d'indemnisation des préjudices économiques liés à l'organisation des JOP 2024](#)

N° 1003 [Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 18 juillet au 28 août 2024](#)

N° 1004 [Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 8 juillet au 18 août 2024](#)

N° 1005 [Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ÉTRANGERS

[Loi immigration : précisions sur l'amende pour l'emploi illégal d'étrangers et les changements dans l'obtention des autorisations de travail](#)

N° 1006 [Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 18 juillet au 28 août 2024](#)

N° 1007 [Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 8 juillet au 18 août 2024](#)

N° 1008 [Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | SÉCURITÉ INTÉRIEURE

[Lutte contre les ingérences étrangères en France : la loi est publiée](#)

N° 1009 [Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

[Responsabilité pour faute simple de l'administration fiscale à l'égard des collectivités : doivent-elles toujours signaler l'erreur commise pour être indemnisées ?](#)

N° 1010 - Par Vivien BEAUJARD

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 18 juillet au 28 août 2024](#)

N° 1011

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 8 juillet au 18 août 2024](#)

N° 1012

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | RESPONSABILITÉ CIVILE

[Évènement sportif et responsabilités](#)

N° 1013 - Par Carine BRIÈRE

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | ÉTRANGERS

[Information de l'étranger sur son droit au séjour](#)

N° 1014

[Consulter le PDF](#)

[La Semaine de la doctrine](#)



L'ÉTUDE | CONSEIL D'ÉTAT

[La politique communicationnelle du Conseil d'État : quels enseignements ?](#)

N° 1015 - Par Mathilde GRANDJEAN

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | PRESSE ET MÉDIAS

[Droit de la presse et des médias](#)

N° 1016 - Par Bernard BEIGNIER , Jeremy ANTIPPAS , Guillaume BEAUSSONIE , Thomas BESSE , Emmanuel DREYER et Olivier MOUYSSET

[Consulter le PDF](#)

[La Semaine du praticien](#)



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | COUR DE CASSATION

[Le traitement des contentieux DIP par la Cour de cassation : état des lieux et préconisations](#)

N° 1017

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

[La désignation préalable de l'avocat, condition de recevabilité de l'appel de la partie civile](#)

N° 1018

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

[Une circulaire incite les juridictions à recourir à la visioconférence en matière pénale](#)

N° 1019

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | UNION EUROPÉENNE

[Juges de l'UE : la CJUE confirme l'exigence d'indépendance mais laisse aux États une marge de manoeuvre](#)

N° 1020

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

[Mise en oeuvre du recrutement de magistrats en service extraordinaire](#)

N° 1021

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 36 du 09 septembre 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

Brutalisation

N° 1022 - Par Christophe JAMIN

LES ACTEURS | AVOCATS AUX CONSEILS

Thomas Lyon-Caen : au coeur de la fabrique de la jurisprudence

N° 1023 - Par Sophie MICHELIN-MAZÉРАН

L'APERÇU RAPIDE | FRAUDES

L'application de la loi sur les fraudes dans les examens et concours publics à l'organisation d'un concours universitaire

N° 1024 - Par Haritini MATSOPOULOU

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

Le droit d'accès au juge prime le principe de concentration des moyens en matière internationale

N° 1025 - Par Héloïse MEUR

AFFAIRES | SOCIÉTÉS

Renonciation à la qualité d'associé et revendication ultérieure

N° 1026 - Par Nicolas KILGUS

SOCIAL | ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

L'allocation temporaire d'invalidité ne peut pas compenser le déficit fonctionnel permanent

N° 1027

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 29 août au 4 septembre 2024

N° 1028

PUBLIC ET FISCAL | TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Prêt avance mutation et crédit d'impôt pour la rénovation énergétique : conditions et modalités détaillées

N° 1029

PUBLIC ET FISCAL | SANTÉ PUBLIQUE

Annulation par le Conseil d'État de dispositions réglementaires sur l'hygiène et la salubrité des logements

N° 1030

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 29 août au 4 septembre 2024

N° 1031

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | LIBERTÉ D'EXPRESSION

Extension nouvelle du champ de protection des lanceurs d'alerte

N° 1032 - Par Aurélia SCHAHMANECHE

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE FAMILIALE

Lien familial en détention

N° 1033 - Par Frédéric SUDRE

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | TRANSACTIONS COMMERCIALES

L'État est le garant du respect par le secteur public des délais de paiements prévus par la directive 2011/7/UE

N° 1034 - Par Dominique BERLIN

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Les applications de jeux sur les plateformes doivent obéir aux exigences du RGPD

N° 1035 - Par Dominique BERLIN

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | ASSURANCES

Rappel de l'égalité de traitement des assureurs en matière de taxe spéciale sur les conventions d'assurance

N° 1036 - Par Pauline PAILLER

EN RÉGION | SOCIÉTÉS

Plan de vigilance dans la SA : précisions procédurales

N° 1037 - Par Frédéric DANNENBERGER

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Sorbonne Paris Nord (USPN) : une faculté en mouvement

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | JUSTICE

Quel projet annuel de performance pour la « Justice judiciaire » ?

N° 1039 - Par Nathan JOURDAINE

LA CHRONIQUE | JURISPRUDENCE CONSTITUTIONNELLE

Jurisprudence constitutionnelle

N° 1040 - Par Michel VERPEAUX , Anne-Laure CASSARD-VALEMBOIS et Ariana MACAYA

LA VIE DES IDÉES | AVOCATS

Secret professionnel des avocats : vers une protection européenne renforcée ?

N° 1041 - Par Stéphane BÉNOUVILLE

LA VIE DES IDÉES | UNIVERSITÉS

MBA Management Stratégique et Intelligence Juridique

N° 1042

LA VIE DES IDÉES | COLLOQUE

La Grande Rentrée des Avocats

N° 1043

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | DEVOIR DE VIGILANCE

3 questions à Rodolphe Boissau, senior counsel, UGGC Avocats et Anne-Marie Pecoraro, avocate associée - UGGC Avocats, spécialisée en droit de la propriété intellectuelle, droit du numérique et droit des médias

N° 1044

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Sociétés d'avocats : le CNB fait le point sur ce qui change au 1er septembre 2024

N° 1045

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | COMMISSAIRES DE JUSTICE

L'intermédiation immobilière, nouvelle mission pour les commissaires de justice

N° 1046

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 30 du 25 juillet 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

SOCIÉTÉ

3 QUESTIONS - Les entreprises françaises et la cartographie des risques après l'adoption de la directive CS3D

N° 638 - Par Philippe PORTIER

[Consulter le PDF](#)

NUMÉRIQUE

DMA : le Tribunal de l'UE rejette le recours de Bytedance (TikTok) contre son statut de contrôleur d'accès

N° 639

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Droit des sociétés

N° 640

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Actes pratiques et ingénierie sociétaire

N° 641

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

IA et développement durable

N° 642

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | ASSURANCE

Point de départ de la prescription pour demander une indemnisation à la suite d'une catastrophe naturelle

N° 643

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Les deux logiques du droit de la concurrence et du droit international privé

N° 644

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT PÉNAL DES AFFAIRES

Propositions communes de Transparency International France et du CNGTC pour renforcer la lutte contre la fraude et la criminalité financière

N° 645

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

L'Urssaf et 60 000 rebonds scellent un partenariat national pour aider les entrepreneurs en difficulté à rebondir

N° 646

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Mise à disposition d'un programme d'e-sensibilisation à la gestion de crise cyber pour les petites et moyennes structures

N° 647

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Étiquetage énergétique des produits électriques et électroniques : des manquements relevés par la DGCCRF

N° 648

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Un fournisseur d'électricité est sanctionné pour la première fois pour abus du droit d'ARENH

N° 649

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Pouvoirs du juge de l'exécution face à une clause abusive dans un contrat de consommation ayant donné lieu à une décision de justice

N° 650

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | RESPONSABILITÉ CIVILE

Conditions d'admission de la demande en réparation de l'aggravation d'un préjudice

N° 651

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | VENTE

Promesse unilatérale de vente : point de départ de la prescription de l'action en restitution de l'indemnité d'immobilisation

N° 652

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CHÔMAGE

Vers une nouvelle prolongation des règles d'indemnisation et de contribution de l'assurance chômage ?

N° 653

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | FORMATION PROFESSIONNELLE

[Le Boss comprend une nouvelle rubrique présentant les contributions à la formation professionnelle et à l'apprentissage](#)

N° 654

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROCÉDURE

[Les CPAM bénéficient aussi du droit d'être invitées à régulariser leurs requêtes d'appel non chiffrées](#)

N° 655

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ IMMOBILIÈRE

[Aperçu sur la réforme de la publicité foncière par l'ordonnance du 19 juin 2024](#)

N° 656 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

[Comptes courants d'associés : actualisation du taux d'intérêt plafond déductible sur le plan fiscal](#)

N° 657

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ IMMOBILIÈRE

[Location meublée touristique et régime micro-BIC : annulation de la tolérance administrative](#)

N° 658

[Consulter le PDF](#)

[Études et commentaires](#)



AFFAIRES | LIQUIDATION JUDICIAIRE

[Le créancier hors procédure face à la clôture pour insuffisance d'actif de la liquidation judiciaire : hors procédure, mais pas hors-jeu !](#)

N° 1234 - Par Benjamin FERRARI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Action en injonction fondée sur le devoir de vigilance : la cour d'appel de Paris clarifie le régime procédural applicable et facilite l'action des demandeurs](#)

N° 1235 - Par Geoffroy PASCAUD

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

[Société - EARL - Cession de droits sociaux - Absence de nullité - Cession de parts sociales indivises \(non\) - Cession des droits sociaux personnels - Perte de la qualité de représentant légal de la société](#)

N° 1236

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

[Société - Dissolution - Mécontentement entre associés - Absence de paralysie du fonctionnement social Responsabilité de l'associé demandeur](#)

N° 1237

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Société - Société civile - Cession de parts sociales - Garantie de passif - Mise en oeuvre - Conditions

N° 1238

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ASSURANCE

Droit des assurances

N° 1239 - Par Pierre-Grégoire MARLY , Maud ASSELAIN et Michel LEROY

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

L'imputation d'un abus de position dominante en cas de restructuration sociétaire

N° 1240 - Par Lucas BETTONI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT D'ENTREPRISE

Le prix : heurts et malheurs d'un inconnu

N° 1241 - Par Olivier PENIN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTION

Surendettement des particuliers : la caution a intérêt à opter pour son recours personnel

N° 1242 - Par Thierry LE BARS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Vers une renaissance de l'obligation d'information du banquier dispensateur de crédit ?

N° 1243 - Par Dominique LEGEAS

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

Calcul du salaire de référence

N° 1244 - Par Thibault LAHALLE

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

L'erreur comptable délibérée sur l'identité d'un créancier

N° 1245 - Par Nicolas NEZONDET

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 36 du 05 septembre 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

NUMÉRIQUE

3 QUESTIONS - AI Act : contraintes et opportunités

N° 659 - Par Anne-Marie PECORARO

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRISE

Publication d'informations sur la durabilité des entreprises : la Commission européenne publie une FAQ

N° 660

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Code du travail 2025

N° 661

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Droit de la protection sociale

N° 662

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Ralentissement en juillet de la hausse du nombre de défaillances cumulé sur les douze derniers mois

N° 663

Actualités

AFFAIRES | CONCURRENCE

Critères de qualification d'un échange d'informations entre concurrents comme

restriction par objet de la concurrence

N° 664

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

La Commission d'indemnisation des préjudices économiques liés à l'organisation des JOP 2024 informe les professionnels

N° 665

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Précisions relatives à l'attestation d'immatriculation au Registre national des entreprises

N° 666

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Représentation d'une société dissoute : l'Administration doit vérifier la qualité du destinataire après la clôture de la liquidation

N° 667

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Expérimentation des tribunaux des activités économiques : fixation du nombre d'assesseurs exploitants agricoles

N° 668

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Modalités de pilotage et d'évaluation de l'expérimentation du tribunal des activités économiques

N° 669

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Quelques précisions de l'AMF concernant l'organisation de la transition vers MiCA

N° 670

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Exercice en société des professions juridiques réglementées : les décrets sont publiés

N° 671

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Loi applicable au contrat de travail lorsqu'un salarié travaille dans plusieurs États contractants : la CJUE invitée à se prononcer

N° 672

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Primauté de la candidature de l'organisation syndicale nationale interprofessionnelle pour les élections dans les petites entreprises

N° 673

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Limites de la contestation de l'approbation des comptes d'un syndicat par un tiers

N° 674

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Justification de la qualité d'union de syndicats en cas de contestation

N° 675

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

De nouvelles missions pour la direction des grandes entreprises de la DGFIP

N° 676

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ INTERNATIONALE

Validation par la CJUE de l'obligation de déclaration des dispositifs fiscaux transfrontières potentiellement agressifs

N° 677

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FRAUDE FISCALE

Commentaires administratifs sur le délit de mise à disposition d'instruments de facilitation de la fraude fiscale

N° 678

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | ENTREPRISE

La mutation de la place des parties prenantes dans la gouvernance des entreprises

N° 1246 - Par Jean-Louis NAVARRO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

De la primauté actionnariale à la théorie des parties prenantes en droit canadien des sociétés : une révolution tranquille

N° 1247 - Par Stéphane ROUSSEAU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

L'influence des parties prenantes sur la gouvernance des sociétés cotées

N° 1248 - Par François BARRIÈRE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[L'influence de la responsabilité sociale des entreprises sur les relations entre les parties prenantes et la société mère](#)

N° 1249 - Par Khalil BOUSTANI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[La normativité des attentes de durabilité des parties prenantes](#)

N° 1250 - Par Aurélien ROCHER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Les stratégies juridiques ESG dans le capital-investissement](#)

N° 1251 - Par Alexandre QUIQUEREZ

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Les parties prenantes au sein des grandes entreprises : l'appréciation en pratique du jaillissement](#)

N° 1252 - Par Stéphane ROUSSEAU , Laurence CROMP-LAPIERRE ,
Pascal RAYER et Aurélien ROCHER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Les parties prenantes au sein des grandes entreprises : l'appréciation en pratique du ruissellement dans les TPE, PME et ETI](#)

N° 1253 - Par Jean-Louis NAVARRO , Pascal RAYER , Maxime B.
RHÉAUME et Jean-Philippe MARANDET

[Consulter le PDF](#)

Revue de droit bancaire et financier, n° 4 du 01 juillet 2024

Sommaire du numéro

Repère

MARCHÉ FINANCIER

De l'écrit sur support papier ou électronique au titre transférable

N° 4 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | BANQUE

Crédits aux consommateurs : précisions sur le formalisme de la mise en demeure

N° 76 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

FOCUS | FISCALITÉ

Danger fiscal sur les rachats de titres en vue de leur annulation ?

N° 77 - Par Olivier DEBAT

[Consulter le PDF](#)

RAPPORTS ET AVIS | CRÉDIT

Haut Comité juridique de la place financière de Paris : publication d'un rapport sur la réglementation des activités de mini-crédits et de paiements fractionnés

N° 78 - Par Géraldine ROZIER

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BANQUE DE FRANCE

Banque de France : quelques pistes sur l'évolution de l'intelligence artificielle

N° 79

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BANQUE

L'EBA publie les normes techniques relatives à la réglementation MiCA

N° 80

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUPERVISION

Rapport annuel 2023 des ESAs

N° 81

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CYBERSÉCURITÉ

[Signature d'un protocole d'accord pour renforcer la coopération et l'échange d'informations entre les ESAs et l'ENISA](#)

N° 82

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SERVICES FINANCIERS

[Pour un meilleur contrôle des pratiques de marché pour les allégations liées au développement durable](#)

N° 83

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SERVICES FINANCIERS

[Consultation autour de la révision du cadre prudentiel des entreprises d'investissement](#)

N° 84

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SERVICES FINANCIERS

[Organisation d'exercices volontaires de simulation dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive DORA](#)

N° 85

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AUTORITÉS DE RÉGULATION ET DE SURVEILLANCE

[Recommandation de l'EBA sur la pratique des « IBAN virtuels »](#)

N° 86

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CPMI

[Programme de travail du Comité sur les paiements et les infrastructures de marché \(CPMI\)](#)

N° 87

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FINTECH

[Rapport du Comité de Bâle sur la numérisation de la finance](#)

N° 88

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CIRCULATION DES CAPITAUX

[Publication d'une note d'information sur le NSFR et les pensions livrées](#)

N° 89

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÈGLEMENT MICA

[Publication par l'EBA de plusieurs normes réglementaires en application du règlement MiCA](#)

N° 90

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MARCHÉ FINANCIER

[Lignes directrices de l'ESMA sur les noms de fonds utilisant des termes liés à l'ESG ou au développement durable](#)

N° 91

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FINANCE

[Premier semestre 2024 de la FinTech](#)

N° 92

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ESMA

Publication du rapport annuel 2023 de l'ESMA

N° 93

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ASSOCIATION DES MARCHÉS FINANCIERS EN EUROPE

Recommandations de l'AFME pour relancer la titrisation en Europe

N° 94

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UNION DES MARCHÉS DE CAPITAUX

Recommandations de l'ESMA pour des marchés de capitaux plus efficaces et plus attractifs

N° 95

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MIFID II

Orientations aux entreprises utilisant l'IA dans les services d'investissement

N° 96

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TITRES FINANCIERS

Amafi/FPM : vives réserves sur la réduction du délai de règlement-livraison des titres financiers

N° 97

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MIFID II

Rapport de l'ESMA sur le marketing des produits financiers

N° 98

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÈGLEMENT MICA

MiCA : publication des règles définitives sur les conflits d'intérêts des fournisseurs de crypto-actifs

N° 99

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CONTRAT

De l'accord du cédé dans la cession conventionnelle de contrat

N° 100 - Par Deborah SENANEDJ

[Consulter le PDF](#)

VEILLE LÉGISLATIVE | VEILLE DES TEXTES

Du 16 mai 2024 au 15 juin 2024

N° 101

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | VEILLE DES PUBLICATIONS

Veille des publications

N° 102

[Consulter le PDF](#)

Chronique



BANQUE

Un an de droit intéressant les IOBSP

Études



BANQUE

Le prompt et l'investisseur

N° 6 - Par Thibault DE RAVEL D'ESCLAPON

[Consulter le PDF](#)

AGENCES DE NOTATION

Règlement sur la transparence et l'intégrité des activités de notations ESG : quand et comment s'y préparer ?

N° 7 - Par Jean-Baptiste POULLE , Lise WANTIER et Camille HERVÉ

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



DROIT BANCAIRE | CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Champ d'application des dispositions relatives au crédit à la consommation : exclusion des crédits inférieurs à 3 mois

N° 84 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Crédit à la consommation : contenu de l'encadré

N° 85 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Regroupement de crédit et rétractation

N° 86 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT IMMOBILIER

Déchéance du terme et contentieux relatif à la mise en demeure en matière de crédit immobilier

N° 87 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | DROIT DE LA CONSOMMATION

Droit applicable en Polynésie française : soumission volontaire

N° 88 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT BANCAIRE

Mise en garde et interruption de la prescription

N° 89 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | DROIT BANCAIRE

Mise en garde et prescription de l'action de l'emprunteur

N° 90 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT IMMOBILIER

Erreur affectant le calcul du TEG

N° 91 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT IMMOBILIER

Précision de la mention du TEG

N° 92 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | TAUX EFFECTIF GLOBAL

TEG et expertise

N° 93 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

Durée du cautionnement

N° 94 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

Absence d'obligation pour le créancier bénéficiaire d'un cautionnement de souscrire d'autres sûretés

N° 95 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

Cautionnement consenti par une SA avec directoire

N° 96 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DES CRÉANCES

Saisie immobilière et titre exécutoire

N° 97 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SAISIE IMMOBILIÈRE

Saisie immobilière et jugement d'orientation

N° 98 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SAISIE IMMOBILIÈRE

Saisie immobilière et déchéance du terme

N° 99 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SURENDETTEMENT

Surendettement et perte de chance

N° 100 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | INJONCTION DE PAYER

Injonction de payer et pratique commerciale déloyale

N° 101 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | AVIS À TIERS DÉTENTEUR

Avis à tiers détenteur et contrat d'assurance

N° 102 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | JUGE DE L'EXÉCUTION

Juge de l'exécution et appel

N° 103 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | GESTION COLLECTIVE

Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour réviser le cadre relatif aux organismes de placement collectif

N° 104 - Par Isabelle RIASSETTO et Michel STORCK

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | OPC

Démarchage illicite pour des parts d'OPCVM

N° 105 - Par Isabelle RIASSETTO

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | OBLIGATIONS VERTES EUROPÉENNES

Qualification des candidats au statut d'examineur externe

N° 106 - Par Jean-Marc MOULIN

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | LUTTE CONTRE L'ÉCOBLANCHIMENT

Portefeuilles d'actifs et dénominations commerciales des fonds se référant à la durabilité

N° 107 - Par Jean-Marc MOULIN

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

Les directives OPCVM et FIA sont à nouveau modifiées

N° 108 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'ESMA prend position sur l'usage de l'IA dans la fourniture de services d'investissement à des clients de détail

N° 109 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

Dossier



BANQUE

Activité bancaire et DGCCRF : quels risques de sanctions ?

N° 19 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

Présentation générale du pouvoir de sanction de la DGCCRF

N° 20 - Par Jean-Denis PELLIER

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

Les compétences de la DGCCRF dans le domaine bancaire

N° 21 - Par Marie-Hélène AUFFRET

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

La DGCCRF et la tarification bancaire

N° 22 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

Le nouveau rôle de la DGCCRF en matière de substitution d'assurance emprunteur

N° 23 - Par Yvan CARINEAU

[Consulter le PDF](#)

Revue des procédures collectives civiles et commerciales, n° 4 du 01 juillet 2024

Sommaire du numéro

Repère

JUSTICE

Les TAE arrivent !

N° 4 - Par Philippe ROUSSEL GALLE

[Consulter le PDF](#)

Alertes

VEILLE | CONSEIL NATIONAL DES GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE COMMERCE

Climat économique et commercial difficile pour les entreprises en France au début de l'année 2024

N° 16

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DROIT SOCIAL

Relèvement du taux de la cotisation AGS à 0,25 % à compter du 1er juillet 2024

N° 17

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Accompagnement des entreprises en difficulté et de leurs salariés : une nouvelle dynamique dans les relations entre l'AGS et le CNAJMJ

N° 18

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | REBOND DES ENTREPRISES

L'Association pour le retournement des entreprises propose ses contributions au groupe de travail sur l'échec et le rebond entrepreneurial

N° 19

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | JUGEMENT D'OUVERTURE

CNGTC : publication du rapport d'activité 2023

N° 20

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COUR DE CASSATION

Cour de cassation : publication du rapport d'activité 2023

N° 21

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LIQUIDATION AMIABLE

Obligation de publication au BODACC de la dissolution donnant lieu à une procédure de transmission universelle du patrimoine

N° 22

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

15 février 2024 - 15 avril 2024

N° 23 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | CODE DE COMMERCE 2025

Code de commerce 2025

N° 24

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES TEXTES | VEILLE DES TEXTES

Du 15 juin 2024 au 20 juillet 2024

N° 25

[Consulter le PDF](#)

Études

SÛRETÉS

Déclaration de créance et sûretés dans les procédures collectives commerciales

N° 4 - Par Michael TOTA

[Consulter le PDF](#)

EXPERTS JUDICIAIRES

Les professionnels de l'insolvabilité, administrateurs et mandataires judiciaires ouvertement appelés à l'expertise judiciaire par la réforme de la nomenclature

N° 5 - Par Margaux MAQUIGNON

[Consulter le PDF](#)

INSOLVABILITÉ

Le nouveau Code de la crise d'entreprise et de l'insolvabilité en Italie

N° 6 - Par Chiara LUNETTI

[Consulter le PDF](#)

Commentaires

ASPECTS PROCÉDURAUX | CONTESTATION DE CRÉANCE

Rôle limité du juge de la contestation sérieuse, dans le processus de vérification du passif déclaré

N° 68 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

ASPECTS PROCÉDURAUX | VOIES DE RECOURS

Application du droit commun procédural aux ordonnances imposant des délais de grâce en conciliation

N° 69 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

ASPECTS PROCÉDURAUX | VOIES DE RECOURS

Compétence de la seule cour d'appel pour apprécier l'excès de pouvoir justifiant la restauration de l'appel fermé par le législateur

N° 70 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

ASPECTS PROCÉDURAUX | VOIES DE RECOURS

Ouverture de l'appel pour tout jugement statuant sur une demande en résolution d'un contrat

N° 71 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | INVENTAIRE

Faute du commissaire-priseur qui dresse un inventaire incomplet

N° 72 - Par Christine LEBEL

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

Irrecevabilité de l'appel formé par la gérante contre la mission de l'administrateur judiciaire

N° 73 - Par Christine LEBEL

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | ACTE DE GESTION COURANTE

Action en justice tendant au recouvrement d'une créance d'un montant modeste

N° 74 - Par Christine LEBEL

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | RÉPARTITION DES POUVOIRS

Validité de la location-gérance en cours de période d'observation : acte soumis à l'autorisation du juge-commissaire

N° 75 - Par Christine LEBEL

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | DURÉE DE LA PÉRIODE D'OBSERVATION

Prolongation exceptionnelle de la période d'observation de la procédure de redressement judiciaire en cas de perspectives réelles de redressement

N° 76 - Par Christine LEBEL

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | CAUTIONNEMENT

Recours subrogatoire de la caution : la faculté de prononcer la déchéance du terme ne lui est pas transmise

N° 77 - Par Augustin AYNÈS

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | CAUTIONNEMENT

Actionnée en paiement durant la liquidation judiciaire, la caution peut opposer les exceptions qui lui sont personnelles

N° 78 - Par Augustin AYNÈS

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | GARANTIE AUTONOME

Garantie d'exécution du plan de redressement : la nature de la sûreté dépend de l'objet de l'engagement du garant

N° 79 - Par Augustin AYNÈS

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | REVENDICATION

Procédure collective du détenteur d'un aéronef immatriculé : le propriétaire est dispensé de le revendiquer

N° 80 - Par Augustin AYNÈS

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | REVENDICATION

La publication d'un avis d'attribution de marché public ne dispense pas de l'obligation de revendiquer, mais l'appartenance d'un bien à l'État empêche sa vente par le liquidateur

N° 81 - Par Augustin AYNÈS

[Consulter le PDF](#)

NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE | QUALITÉ POUR AGIR

Qualité pour agir lors de la période suspecte : rappel des juges

N° 82 - Par Gérard BLANC

[Consulter le PDF](#)

NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE | COMPÉTENCE

Nullités de la période suspecte : compétence d'ordre public du tribunal de la procédure collective

N° 83 - Par Gérard BLANC

[Consulter le PDF](#)

NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE | NULLITÉS DE DROIT

Acte à titre gratuit : nullité de droit du remboursement d'une somme d'argent sans contrepartie à un tiers

N° 84 - Par Gérard BLANC

[Consulter le PDF](#)

NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE | NULLITÉS DE DROIT

Acte commutatif : déséquilibre manifeste de la cession de marque et de brevet

N° 85 - Par Gérard BLANC

[Consulter le PDF](#)

NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE | NULLITÉS DE DROIT

Actes de paiement pour dettes échues : la créance doit être exigible, non frauduleuse et émaner du débiteur

N° 86 - Par Gérard BLANC

[Consulter le PDF](#)

NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE | NULLITÉS DE DROIT

Sûretés : nullité de la sûreté substituée sans concomitance

N° 87 - Par Gérard BLANC

[Consulter le PDF](#)

NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE | NULLITÉS FACULTATIVES

Connaissance de la cessation des paiements : analyse de la situation économique du débiteur

N° 88 - Par Gérard BLANC

[Consulter le PDF](#)

NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE | VALIDITÉ DU PAIEMENT DES EFFETS DE COMMERCE

Paiement d'un chèque : action en rapport

N° 89 - Par Gérard BLANC

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | DETTES PROFESSIONNELLES

Paiement des cotisations du travailleur indépendant : pas d'incidence de l'ouverture de la procédure collective

N° 90 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Charge de la preuve du paiement des commissions

N° 91 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Résiliation du contrat de location-gérance : retour du fonds dans le patrimoine de son propriétaire et obligations du contrat de travail

N° 92 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | LICENCIEMENT

Un appel téléphonique notifiant au salarié son licenciement, avant l'envoi d'une lettre, est un licenciement verbal

N° 93 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | LICENCIEMENT

Barème Macron : le juge ne peut pas appliquer un montant supérieur à celui prévu par l'article L. 1235-3 du Code du travail

N° 94 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | OBLIGATION DE RECLASSEMENT

Obligation de l'employeur de proposer des offres de reclassement, même en présence d'un PSE

N° 95 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS PÉNALES | BANQUEROUTE

Délit de banqueroute par détournement d'actif : caractérisation de l'infraction en cas de soustraction temporaire de l'élément d'actif

N° 96 - Par Diane BOUSTANI-AUFAN

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS PÉNALES | BANQUEROUTE

Délit de banqueroute par détournement d'actif : la date du détournement doit être déterminée avec précision

N° 97 - Par Diane BOUSTANI-AUFAN

[Consulter le PDF](#)

Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, n° 4 du 30 juillet 2024

Sommaire du numéro

Éditorial

COMPLIANCE

Un nouveau comité scientifique pour accompagner la revue. Un numéro hors-série consacré aux défis passés et futurs

N° 111 - Par Thomas BAUDESSON et Roxana FAMILY

[Consulter le PDF](#)

Actualités

VEILLE | COMPLIANCE ET ÉTHIQUE DES AFFAIRES - FRANCE

Condamnation de la BRED par l'ACPR

N° 112

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CCPA

France/Californie : signature d'un accord de coopération entre l'agence californienne de protection des données et la CNIL

N° 113

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FUSION

Confirmation par la Cour de cassation de la transmission des dettes pénales à une société absorbante pour des faits commis par la société absorbée avant l'absorption

N° 114

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFA

Résultats de l'enquête de l'AFA sur l'évaluation des tiers

N° 115

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TRANSPARENCY INTERNATIONAL

Publication par Transparency International d'un rapport sur l'alerte citoyenne en France

N° 116

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFA

[Ouverture au public par l'AFA de sa troisième enquête sur les dispositifs anticorruption dans les entreprises](#)

N° 117

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

[UE : entrée en vigueur des nouvelles règles de l'UE criminalisant la violation des sanctions de l'UE](#)

N° 118

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UE

[UE : nouvelles mesures de sanction contre la Biélorussie](#)

N° 119

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AVOIRS RUSSES

[UE : adoption d'un règlement par le Conseil de l'UE autorisant l'utilisation des recettes résultant des avoirs russes gelés pour soutenir militairement l'Ukraine](#)

N° 120

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CONSEIL DE L'EUROPE

[Conseil de l'Europe : rapport annuel du GRECO appelant les gouvernements à adopter des réglementations plus strictes pour prévenir la corruption dans les hautes fonctions de l'exécutif des gouvernements centraux](#)

N° 121

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UE

[UE : adoption du 14e paquet de sanctions à l'encontre de la Russie](#)

N° 122

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UE

[UE : l'ex-responsable de la Banque européenne d'investissement accusé de corruption](#)

N° 123

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | OFFICE EUROPÉEN DE LUTTE ANTIFRAUDE

[UE : publication des résultats du rapport annuel de l'Office européen de lutte antifraude](#)

N° 124

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | IA ACT

[UE : publication de l'IA Act](#)

N° 125

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ASSOCIATION NOYB

[UE : plaintes de l'association NOYB et arrêt des projets IA de Meta en Europe](#)

N° 126

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | APPLE

[UE : Apple et son respect du règlement DMA](#)

N° 127

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

[Corée du Nord : des sanctions prises envers la Corée du Nord pour violations de sanctions de l'ONU](#)

N° 128

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PEINE DE MORT

[Chine : peine de mort pour corruption prononcée contre l'ancien dirigeant d'un groupe financier chinois](#)

N° 129

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | US

[États-Unis : sanction à l'égard d'Airbus DS-GS pour violation des dispositions anti-boycott des EAR](#)

N° 130

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TRAFIGURA

[États-Unis : amende infligée à Trafigura pour entrave des divulgations volontaires de ses employés](#)

N° 131

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | US

[États-Unis : audition devant le Sénat du PDG de Boeing reconnaissant que des représailles à l'encontre de lanceurs d'alerte auraient eu lieu](#)

N° 132 - Par Isabelle BUFFLIER

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISES ET DROITS HUMAINS - FRANCE

[Reporting CSRD - guide de l'ANC sur le déploiement des normes ESRS](#)

N° 133

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CHANGEMENT CLIMATIQUE

[Changement climatique - rapport de la commission d'enquête sénatoriale](#)

N° 134

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DEVOIR DE VIGILANCE

[Devoir de vigilance - arrêts de la chambre spécialisée de la cour d'appel de Paris](#)

N° 135

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

[Devoir de vigilance - publication au JOUE de la directive européenne](#)

N° 136

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CSRD

[Reporting CSRD - publication des guides de l'EFRAG](#)

N° 137

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

[Droits des travailleurs - mise à jour annuelle du Global Rights Index](#)

N° 138

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ONU

Entreprises et droits de l'homme - rapport de l'ONU sur la responsabilité des investisseurs

N° 139

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CLASSEMENT DES ENTREPRISES

Entreprises et droits de l'homme - classement des entreprises par la World Benchmarking Alliance

N° 140 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)

Chronique



SANCTIONS ET CONTRÔLE DES EXPORTATIONS

Developments in EU Sanctions & Export Controls

N° 141 - Par Jan DUNIN-WASOWICZ , Nicolas BURNICHON , Anita MAKLAKOVA et Ilaria BELLINI

[Consulter le PDF](#)

Études



LCB-FT

Vers un statut juridique du responsable du dispositif de LCB-FT

N° 142 - Par Gaétan BELLON et David MASSON

[Consulter le PDF](#)

AGENCES DE NOTATION SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

L'encadrement de la notation ESG dans un contexte juridique en mutation : défis et perspectives

N° 143 - Par Solenne AVET

[Consulter le PDF](#)

PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Unraveling the Complexities of California's Privacy Law

N° 144 - Par Paul LANOIS

[Consulter le PDF](#)

Entretien



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La lutte contre la corruption au Maroc

N° 145 - Par Mohamed BACHIR RACHDI

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



DEVOIR DE VIGILANCE

Devoir de vigilance

N° 146 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)

RESPONSABILITÉ PÉNALE DES PERSONNES MORALES

Une révolution institutionnalisée : l'absorbante est pénalement responsable de l'absorbée

N° 147 - Par Philippe BOUCHEZ EL GHOZI

[Consulter le PDF](#)

DÉPARTEMENT DE JUSTICE AMÉRICAIN (DOJ)

U.S. DOJ's New Individual Disclosure Program

N° 148 - Par Dan KAHN

[Consulter le PDF](#)

Cahiers pratiques



RSE

Plan d'action National USA

N° 149 - Par Elise GROULX DIGGS et Eve TESSERA

[Consulter le PDF](#)

Actualité des procédures collectives, n° 14 du 06 septembre 2024

Sommaire du numéro

Repère



CONTRAT EN COURS

Le constat de la résiliation de « plein droit » du bail suppose une absence de paiement au jour où le juge statue

N° 157 - Par Nicolas BORGA

[Consulter le PDF](#)

Alertes



OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | EXTENSION DE PROCÉDURE

Confusion des patrimoines : pour une appréciation globale et non isolée des faits caractérisant l'existence de relations financières anormales

N° 158

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTRAT EN COURS

La nécessaire admission d'une créance d'indemnité conventionnelle consécutive à la résiliation du contrat en cours à l'initiative de l'administrateur judiciaire

N° 159

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTRAT EN COURS - BAIL COMMERCIAL

Défaut de paiement des loyers postérieurs : le paiement intervenu après l'expiration du délai de 3 mois fait obstacle à la requête en résiliation

N° 160

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DE CRÉANCE - RELEVÉ DE FORCLUSION

Être ou ne pas être débiteur, telle n'est pas la question pour l'établissement de

la liste des créanciers

N° 161 - Par Bertille GHANDOUR

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTESTATION DE CRÉANCE

Déclaration de créance par un EIRL : nul besoin de rechercher une personne distincte là où il n'y en a pas

N° 162

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTESTATION DE CRÉANCE

Quand le créancier tente de déjouer la reconnaissance d'une contestation sérieuse du débiteur pour faire admettre directement sa créance au passif

N° 163

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE

Point de compensation entre la créance postérieure née régulièrement et la créance de restitution née des nullités de la période suspecte : l'affirmation d'une affectation spéciale par la chambre commerciale

N° 164 - Par Bertille GHANDOUR

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE

La transaction en mandat ad hoc ne prouve pas la connaissance de la cessation des paiements

N° 165

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | COMPÉTENCE

Expérimentation du tribunal des activités économiques : parution du décret pour sa mise en oeuvre

N° 166

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | COMPÉTENCE

Expérimentation du tribunal des affaires économiques : publication de l'arrêté fixant les juridictions élues

N° 167

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | COMPÉTENCE

Les procédures collectives sont exclues du domaine du privilège de juridiction de l'article 14 du Code civil en faveur du demandeur français

N° 168 - Par Véronique LEGRAND

[Consulter le PDF](#)

PRATIQUE P. 11

ENTREPRISE

Cession de droits sociaux d'une SCIA, décès de l'associé et attribution de locaux en copropriété

par Marie-Aurélie Blanchard**ACTUALITÉS** P. 5

ENTREPRISE

Démembrement des parts de SCI : précision concernant la contestation des délibérations par les usufruitiers

IMMOBILIER

Location de courte durée non autorisée : mise en œuvre de l'amende

ENTREPRISE

Cession de parts, détermination du prix et potestativité

ENTREPRISE

Le cédant responsable de l'éviction du cessionnaire ne peut demander le remboursement des loyers et indemnités

DOCTRINE P. 17

PERSONNES / FAMILLE

De l'indifférence de la date du testament olographe complétée par un tiers

par Sophie Lambert**CHRONIQUES** P. 23

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Droit international privé

par Sara Godechot-Patris

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF221q0 ■ Démembrement des parts de SCI : précision concernant la contestation des délibérations par les usufruitiers

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF221p5 ■ Location de courte durée non autorisée : mise en œuvre de l'amende

ENTREPRISE

DEF221p6 ■ Cession de parts, détermination du prix et potestativité

ENTREPRISE

DEF221p7 ■ Le cédant responsable de l'éviction du cessionnaire ne peut demander le remboursement des loyers et indemnités

RURAL

DEF221p8 ■ Prémption de la SAFER pour un objectif environnemental : portée de la mise en œuvre de politiques agricoles adaptées

PRATIQUE P. 11

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF221j1 ■ Cession de droits sociaux d'une SCIA, décès de l'associé et attribution de locaux en copropriété par **Marie-Aurélie Blanchard**

DOCTRINE P. 17

DEF221o9 ■ De l'indifférence de la date du testament olographe complétée par un tiers par **Sophie Lambert**

CHRONIQUES P. 23

DEF221m9 ■ Droit international privé par **Sara Godechot-Patris**

VIE PRO P. 29

OFFRES ET DEMANDES P. 34

INDICES P. 36

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

DOCTRINE

**Loi *Attractivité* : un vent de libéralisme souffle sur le droit
des sociétés** → PAGE 45
Caroline COUPET

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

**À propos de la conversion d'actions et du consentement
qu'elle requiert** → PAGE 10
Hervé LE NABASQUE

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

**Apports de biens communs et qualité d'associé du conjoint :
l'article 1832-2 du Code civil encore malmené** → PAGE 19
Anne RABREAU

DROIT COMMUN

**Liberté d'établissement et loi régissant les actes de gestion
d'une société** → PAGE 7
Michel MENJUCQ

SOMMAIRE

DROIT COMMUN

- BJS203f9 • **Liberté d'établissement et loi régissant les actes de gestion d'une société** 7
Michel MENJUCQ – CJUE, 25 avr. 2024, n° C-276/22, Edil Work 2

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

- BJS203g3 • **À propos de la conversion d'actions et du consentement qu'elle requiert** 10
Hervé LE NABASQUE – Cass. com., 10 juill. 2024, n° 22-15836, FS-B
- BJS203e9 • **Nullité des résolutions d'assemblée : la porte est étroite** 13
Arnaud REYGROBELLET – Cass. com., 29 mai 2024, n° 22-13710, FS-B
- BJS203e8 • **Les affres du cautionnement consenti par le président du directoire d'une société anonyme** 16
Sébastien JAMBORT – Cass. com., 10 mai 2024, n° 22-20439, F-B

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

- BJS203f7 • **Apports de biens communs et qualité d'associé du conjoint : l'article 1832-2 du Code civil encore malmené** 19
Anne RABREAU – Cass. com., 19 juin 2024, n° 22-15851, FS-B
- BJS203f2 • **Conditions d'annulation d'une assemblée générale de SARL irrégulièrement convoquée** 22
Elsa GUÉGAN – Cass. com., 29 mai 2024, n° 21-21559, F-B
- BJS203f3 • **L'équivalence entre le bien apporté et les droits sociaux reçus ne garantit pas l'absence de fraude** 24
Matthieu BUCHBERGER – Cass. com., 29 mai 2024, n° 22-20308, F-B
- BJS203f6 • **La désignation du mandataire représentant les copropriétaires des parts indivises** 26
Estelle NAUDIN – Cass. com., 29 mai 2024, n° 22-22292, F-B
- BJS203f0 • **Cession de parts sociales et maintien de l'obligation aux dettes de la société civile** 28
Bernard SAINTOURENS – Cass. 3° civ., 6 juin 2024, n° 23-10526, F-D
- BJS203f4 • **Dissimulation du fait dommageable, preuve de sa révélation et prescription de l'action sociale** 30
Jean-Christophe PAGNUCCO – Cass. com., 29 mai 2024, n° 22-20945, F-D

AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES

- BJS203f1 • **Expert-comptable rédacteur d'une cession de contrôle : devoir bilatéral de conseiller les parties** 33
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 29 mai 2024, n° 22-21296, F-D

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

- BJS203e7 • **Portée de l'opposition de la démission d'un dirigeant** **36**
Christophe DELATTRE – Cass. com., 23 mai 2024, n° 22-21656, F-D

CHRONIQUE

- BJS203f8 • **Droit fiscal** **39**
Sous la direction de Régis VABRES

DOCTRINE

- BJS203g4 • **Loi *Attractivité* : un vent de libéralisme souffle sur le droit des sociétés** **45**
Caroline COUPET

À la une

La loi n° 2024-582 du 24 juin 2024 améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels : une nouvelle impulsion

note par Stephen ALMASEANU sous L. n° 2024-582, 24 juin 2024

Fortement enrichie lors des débats parlementaires, la loi du 24 juin 2024 représentera certainement une étape importante de l'évolution de notre droit, car elle modernise substantiellement tant le droit des saisies que celui des confiscations et des refus de restitutions.



© Fox_Dsign_AdobeStock

Actualité

« Il y a une volonté de remettre la justice civile au cœur des préoccupations sur le territoire »

entretien avec Romain CARAYOL

Jurisprudence

La non-conformité de l'exclusion des étrangers en situation irrégulière du bénéfice de l'aide juridictionnelle

note par Marion OGIER
sous Cons. const., QPC, 28 mai 2024

Procédure sans audience : la renonciation à l'oralité du procès doit être sans équivoque

note par Lucas PLANTINET
sous Cass. 2^e civ., 23 mai 2024

Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Emmanuel DREYER

Professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

• François FOURMENT

Professeur à l'université de Tours

AVEC LA PARTICIPATION DE

Alexis BAVITOT, Adrien BERTOMEU, Cédric BOUCHARD, Anne-Sophie CHAVENT-LECLÈRE, Frédéric COMPAIN, Stéphane DETRAZ, Amel JAKUPOVIC, Anthony LEREBOURG, Kevin MARIAT, Mathias MURBACH, Xavier PIN, Olivier RABOT et Sidi-Mohamed VAN-WIJCK



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordnatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

· Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : [@LextensoAvocat](https://twitter.com/LextensoAvocat)

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL466h0 ■ Prison : quels sont les risques climatiques et environnementaux ? 3

GPL465t9 ■ Avocats et fiducie : le CNB relance la réflexion 5

GPL466g8 ■ « Il y a une volonté de remettre la justice civile au cœur
des préoccupations sur le territoire »
entretien avec Romain CARAYOL 7

Technique

GPL463y2 ■ Réflexions sur la preuve et le contenu du bail commercial verbal
par Jean-Marc NOYER 9

Retour sur

GPL464o4 - Futur tribunal de Lille : les professionnels condamnent
la verticalité des décisions de l'Apj
par Marie SÉNÉCHAL 11

Doctrine

GPL466q5 ■ La loi n° 2024-582 du 24 juin 2024 améliorant l'efficacité
des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels :
une nouvelle impulsion
note par Stephen ALMASEANU sous L. n° 2024-582, 24 juin 2024 13

Jurisprudence

GPL466q7 ■ La non-conformité de l'exclusion des étrangers
en situation irrégulière du bénéfice de l'aide juridictionnelle
note par Marion OGIER sous Cons. const., QPC, 28 mai 2024 18

GPL465e3 ■ Procédure sans audience : la renonciation à l'oralité
du procès doit être sans équivoque
note par Lucas PLANTINET sous Cass. 2° civ., 23 mai 2024 21

GPL465p7 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 25

GPL465w0 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 28

GPL465p2 ■ Chronique de jurisprudence du Tribunal des conflits
et du Conseil d'État : le contentieux du monde judiciaire
par Pauline HOT et Antoine BERGER <https://text.so/GPL465p2>



Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE 31

Sous la responsabilité scientifique de
Emmanuel DREYER et François FOURMENT

À la une

L'assistance par un avocat "ratione personae" en enquête de police

note par Philippe COLLET sous Cass. crim., 23 mai 2024

Si l'assistance, par un avocat, des témoins au cours de leur audition dans une enquête préliminaire constitue une irrégularité touchant aux conditions d'administration de la preuve, qui fait nécessairement grief à la personne mise en examen, celle de la victime constitue en revanche l'exercice d'un droit.



© Vladislav_AdobeStock

Actualité

Procédure pénale : l'avocat perd le droit de prendre en photo ou de numériser lui-même un dossier

focus

Doctrine

Le contentieux de l'organisation judiciaire, question d'acte administratif ou de fonctionnement juridictionnel ?

étude par Nathan JOURDAINE

Jurisprudence

Arrestation irrégulière de l'auteur d'un délit flagrant et d'un délit d'immixtion dans une fonction publique

note par Rodolphe MÉSA sous Cass. crim., 26 juin 2024

Gazette Spécialisée

DROIT DE LA FAMILLE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

- **Élodie MULON**

Avocate au barreau de Paris, associée, CM&A-Chauveau Mulon & Associés

- **Isabelle REIN-LESCASTÉREYRES**

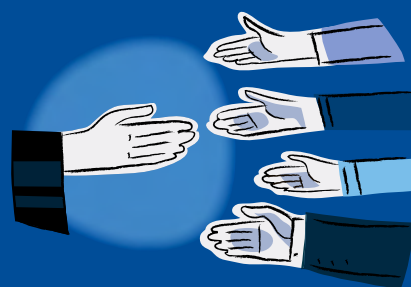
Avocate au barreau de Paris, associée, BWG Associés

- **Guillaume BARBE**

Avocat au barreau de Paris, associé, IVOIRE

AVEC LA PARTICIPATION DE

Tim AMOS, Camille ANGER, Charanjit BATT, Philippa BOUVEAU, Flora CASSOUDESALLE, Alice DEPRET, Priscillia FERNANDES, Michelle FINKEL, Anna GALA, Marion GALVEZ, Claire JACQUINOT, Samuel LELLOUCH, Romane LEMAITRE, Raluca LOLEV, Silan MANIS, Léa MARTEAUX, Capucine MÉRIGAUD, Natacha OSMAN, Helen O'NEIL, Margaux PFISTER, Juliette RICHARD, Flavien RICOU, Anne SANNIER, Jennifer TERVIL, Clothilde TORCHY, Liv VILARA et Agathe WEHBÉ



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordnatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

· Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuiltable numérique : 254,23 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuiltable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon

suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

La publication de la *Gazette du Palais* s'arrête le temps
d'une pause estivale et reprendra le 3 septembre 2024.

Actualité

- GPL467a2 ■ Procédure pénale : l'avocat perd le droit de prendre en photo ou de numériser lui-même un dossier 3
- GPL466v8 ■ La DACS, cheville ouvrière du volet civil du plan pour la justice 5
- GPL466w2 ■ Lutte anti-blanchiment : « préserver l'indépendance de l'avocat, le secret professionnel et le principe de l'auto-régulation » entretien avec Anne-Marie MENDIBOURE 7
- GPL466w3 ■ Barreau des Arts : « Nous voulons contribuer à une œuvre sociale » entretien avec Corentin SCHIMEL 9
- GPL466v9 ■ L'avocat, sentinelle de la liberté et de la démocratie, rempart contre l'arbitraire, et défenseur des droits de l'Homme libres propos par Joël ANDRIANTSIMBAZOVINA 12


Technique

- GPL466q9 ■ Le mi-temps thérapeutique étude par Steven RIOCHE 14

Doctrine

- GPL464k9 ■ Le contentieux de l'organisation judiciaire, question d'acte administratif ou de fonctionnement juridictionnel ? étude par Nathan JOURDAINE 16

Jurisprudence

- GPL465q9 ■ L'assistance par un avocat "ratione personae" en enquête de police note par Philippe COLLET sous Cass. crim., 23 mai 2024 20
- GPL467a0 ■ Arrestation irrégulière de l'auteur d'un délit flagrant et d'un délit d'immixtion dans une fonction publique note par Rodolphe MÉSA sous Cass. crim., 26 juin 2024 24
- GPL465v1 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD 27
- GPL466r5 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 29
- GPL465u3 ■ Panorama de jurisprudence de la CEDH par Catherine BERLAUD 32
- GPL465z6 ■ Chronique de jurisprudence de droit de l'environnement sous la direction de Marie-Pierre MAÎTRE, avec la collaboration d'Émilie BERTAINA, Brice CROTTET, Marie GEMAEHLING, Pauline HUCHON, Julie LOVERA, Thibault MERCIER, Laurine MERCIER, Laura PICAVEZ et Johanne PINOT <https://lext.so/GPL465z6> 

Aux marches du Palais

Portrait

- GPL466w5 ■ François Paquet-Cauët, bâtonnier du barreau de Saint-Étienne 33

Gazette Spécialisée

DROIT DE LA FAMILLE

35

Sous la responsabilité scientifique de

Élodie MULON, Isabelle REIN-LESCASTÉREYRES et Guillaume BARBE

À la une

La Cour de cassation poursuit sa réécriture du Code civil en matière de responsabilité des parents du fait de leurs enfants

note par Jean-Sébastien BORGHETTI sous Cass. ass. plén., 28 juin 2024

La Cour de cassation vient de supprimer l'exigence de cohabitation qui constituait jusqu'à présent l'une des conditions d'engagement de la responsabilité civile des parents du fait de leur enfant mineur.



© Andrii Yalanskyi_AdobeStock

Actualité

« L'observatoire des litiges judiciaires a pour vocation de renforcer la réactivité de la justice »

entretien avec Sandrine ZIENTARA-LOGEAY

Doctrine

L'intérêt d'une médiation spécialisée pour les litiges en propriété intellectuelle

étude par Krystelle BIONDI

Jurisprudence

L'obligation étatique de protection de la confidentialité des échanges entre les avocats et leurs clients : pas d'ingérence possible sans garanties procédurales dignes d'un État de droit

note par Matthieu BOISSAVY sous CEDH, 6 juin 2024

Gazette Spécialisée

DROIT DES BAUX COMMERCIAUX

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Jehan-Denis BARBIER

Avocat au barreau de Paris, cabinet Barbier-Associés

• Charles-Édouard BRAULT

Avocat au barreau de Paris, cabinet Brault & Associés

• André JACQUIN

Avocat au barreau de Paris, cabinet Jacquin-Maruani Associés

AVEC LA PARTICIPATION DE

Sabine CHASTAGNIER, Rémy CONSEIL, Philippe FAVRE-RÉGUILLON, Mathieu HERCBERG, Olivier JACQUIN et Julien LEYMARIE



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordnatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationsclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

· Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,

sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon

suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL467m1 ■ Pas d'explosion de la délinquance pendant les Jeux olympiques 3
- GPL467m2 ■ Le Parquet national financier, dix ans après : premiers bilans 4
- GPL467n9 ■ Le Barreau pleure la disparition d'Henri Leclerc 6
- GPL466y9 ■ « L'observatoire des litiges judiciaires a pour vocation de renforcer la réactivité de la justice »
entretien avec Sandrine ZIENTARA-LOGEAY 8


Technique

- GPL466w4 ■ Lutte contre les dérives sectaires : présentation de la loi
note par Nathalie FINCK sous L. n° 2024-420, 10 mai 2024 11

Doctrine

- GPL463i9 ■ L'intérêt d'une médiation spécialisée pour les litiges en propriété intellectuelle
étude par Krystelle BIONDI 15

Jurisprudence

- GPL467c3 ■ La Cour de cassation poursuit sa réécriture du Code civil en matière de responsabilité des parents du fait de leurs enfants
note par Jean-Sébastien BORGHETTI sous Cass. ass. plén., 28 juin 2024 20
- GPL467k4 ■ L'obligation étatique de protection de la confidentialité des échanges entre les avocats et leurs clients : pas d'ingérence possible sans garanties procédurales dignes d'un État de droit
note par Matthieu BOISSAVY sous CEDH, 6 juin 2024 25
- GPL466f9 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 29
- GPL467i4 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 34
- GPL466g2 ■ Chronique de jurisprudence de droit des transports
par Jean Arié LÉVY <https://lext.so/GPL466g2> 

Gazette Spécialisée

DROIT DES BAUX COMMERCIAUX

37

Sous la responsabilité scientifique de

Jehan-Denis BARBIER, Charles-Édouard BRAULT et André JACQUIN

Cahiers de l'arbitrage

n°2 du 1er avril 2024

Éditorial/Editorial

Par Charles Kaplan, Charles Nairac

Doctrine

Allocution introductive

Par De Marc Henry

L'autorité de l'arbitre

Par Laurent Aynès

L'espionnage et l'arbitrage

Par Kamalia Mehtiyeva

Of Influencers and Institutions: Agents of Change in International Arbitration

Par Chiann Bao

Jurisprudence

Une affaire, trois possibilités : la saga García Armas devant la cour d'appel de Paris

Par Arnaud De Nanteuil

The Indian Supreme Court Decision in DMRC v DAMEPL A Trend or a Blip in India's Tryst with Arbitration?

Par Manu Thadikkaran

Liberté, liberté chérie

Par Claire Pauly, Yasemin Topcan

Créanciers et sanctions internationales : « Tout m'afflige et me nuit et conspire à me nuire

Par Jacques-Alexandre Genet, Martin Brasart, Maëlle Thirard-Guerrier

Retrait litigieux et office du juge du contrôle : la fin d'une saga judiciaire

Par Caroline Duclercq

Belgique/Belgium

Par Prof. Bernard Hanotiau, Iris Raynaud, Rahima Zitoumbi

France/France

Par Priscille Pedone, Bertrand Robert

France/France

Par Priscille Pedone, Bertrand Robert

DOCTRINE

La réforme de la réforme de la durée de l'enquête préliminaire ou l'art de reprendre pour partie de ce que l'on a donné

Cédric Porteron

Pour quelles raisons certains héritiers renoncent-ils à une succession ?

Henri Leyrat

JURISPRUDENCE

Le mandat, une délégation de maîtrise d'ouvrage (presque) imparfaite ?
(CE, 21 mai 2024, n° 490688)

Carine Vaysse

Réflexions sur le pouvoir de représentation du président du directoire de la société anonyme
(Cass. com., 10 mai 2024, n° 22-20439)

Thomas Gérard

PRATIQUE

Le secret professionnel de l'avocat en douze questions-réponses

Antoine Braci

DOCTRINE

LPA203d9 Préparation aux Jeux olympiques et paralympiques : quels aménagements pour les sportifs de haut niveau français ?

PAGE 5

Romain Bouniol

La préparation des athlètes français pour les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 repose sur la reconnaissance du statut de sportif de haut niveau. Il permet des aménagements de la vie professionnelle, voire personnelle, des sportifs. La loi n° 2018-202 du 26 mars 2018 a permis à l'État français de préparer l'organisation des Jeux mais elle est restée muette sur les aménagements prévus pour les athlètes français. Si les dispositions du Code du sport n'ont pas été revues, elles semblent suffisantes pour une préparation optimale de la délégation française.

LPA203e0 La réforme de la durée de l'enquête préliminaire ou l'art de reprendre pour partie de ce que l'on a donné

PAGE 9

Cédric Porteron

À deux années d'intervalle, entre décembre 2021 et novembre 2023, l'enquête préliminaire a fait l'objet de deux réformes alors même que la première n'avait pas encore eu le temps, pour la plupart de ses dispositions, d'être mise en œuvre. La nouvelle loi ne complète pas vraiment la précédente, contrairement à ce que l'on pourrait penser à première lecture : elle en modifie la physionomie. De la sorte, elle juxtapose à des questions déjà existantes de nouveaux problèmes à venir et elle porte en germe un recul des droits de la défense en permettant une certaine maîtrise à venir par les enquêteurs du délai butoir de principe instauré, au risque de le rendre illusoire.

LPA203e3 La loi du 18 mars 2024 permettra-t-elle réellement de mieux protéger les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales ?

PAGE 13

Blandine Mallevaey

Dans la continuité des lois récentes relatives aux violences au sein de la famille et afin de prendre en considération certaines des préconisations de la CIIVISE, la loi du 18 mars 2024 a été adoptée pour mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales. Cette loi apporte au sein du Code civil et du Code pénal des modifications relatives à l'autorité parentale et à son exercice ainsi qu'au droit de visite et d'hébergement du parent ayant commis des violences sur son enfant mineur ou sur l'autre parent. Les deux principaux apports de la loi tiennent à la systématisation des mesures portant atteinte à l'autorité parentale et au droit de visite et d'hébergement du parent auteur des violences les plus graves lorsqu'une procédure pénale est dirigée contre lui. En effet, ses prérogatives seront désormais automatiquement remises en cause en amont de la décision de la juridiction pénale de jugement, puis ses droits lui seront en principe retirés lors de sa condamnation par cette juridiction, le cas échéant. Si la loi du 18 mars 2024 marque une indéniable progression en faveur de la protection des enfants exposés aux violences dans la sphère familiale, elle n'est pas exempte de certaines critiques.

LPA203e2 Le droit international privé communautaire des successions face à la réserve héréditaire en droit français

PAGE 24

Véronique Legrand

Le droit des successions en France est marqué par la protection des enfants du défunt, lesquels sont réservataires. Ne pas pouvoir déshériter ses enfants est une règle d'ordre public en France, c'est un principe également connu dans les pays de droit civil. En revanche, il en va différemment dans les pays de common law. Or la mobilité croissante des individus, en Europe et ailleurs, internationalise le règlement des successions. C'est la raison pour laquelle les États membres de l'UE se sont dotés en 2012 d'un règlement uniformisant les règles de conflit de lois et de compétence internationale en matière successorale. Se pose alors la question de la combinaison de ces règles uniformes et de la réserve héréditaire, à laquelle le législateur français est particulièrement attaché comme en témoigne l'instauration d'un droit de prélèvement compensatoire par la loi du 24 août 2021.

LPA203f9 **Pour quelles raisons certains héritiers renoncent-ils à une succession ?** PAGE **33**

Henri Leyrat

Jusqu'au 1^{er} janvier 2007, la renonciation à une succession par un héritier en ligne directe était la conséquence de son caractère déficitaire ou plus rarement d'une mésentente avec le défunt. Depuis cette date, elle constitue un outil permettant de procéder à un saut de génération. Parfois, elle permet au renonçant de nuire à l'œuvre libérale de son auteur.

LPA203f0 **Durabilité : quelles sont les nouvelles obligations pour les sociétés commerciales ?** PAGE **37**

Yves Broussolle

Le décret n° 2023-1394 du 30 décembre 2023 précise les seuils applicables aux définitions des différentes tailles de sociétés et de groupes de sociétés. Il détermine le type d'informations, en matière de durabilité, devant être établies et publiées par les différentes sociétés concernées. Le décret modifie également la structure et les dispositions du titre II du livre VIII du Code de commerce relatives aux commissaires aux comptes afin de les adapter à la mission de certification des informations en matière de durabilité, notamment en ce qui concerne l'autorité publique indépendante de supervision, la Haute autorité de l'audit (chapitre préliminaire), la profession de commissaire aux comptes (chapitre 1), et les organismes tiers indépendants et auditeurs des informations en matière de durabilité qui y sont attachés (chapitre 2). Le décret précise également les règles applicables au rapport financier annuel des émetteurs.

LPA203e9 **Quels éléments intégrer dans le calcul du TAEG ? Des précisions issues du droit européen** PAGE **40**

Maxime Péron

La Cour de justice de l'Union européenne apporte, à travers son arrêt du 21 mars 2024, des précisions quant aux éléments devant intégrer le calcul du taux annuel effectif global du crédit à la consommation.

LPA203e8 **Plus de prévisibilité et de justice en droit des régimes matrimoniaux** PAGE **43**

Christelle Rieubernet

La loi n° 2024-494 du 31 mai 2024, visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille, modifie le sort des avantages issus de la convention matrimoniale prenant effet à la dissolution du régime ou au décès d'un époux, en admettant de nouvelles possibilités de maintien au divorce et de déchéance en cas d'indignité.

JURISPRUDENCE

LPA203f8 **Le mandat, une délégation de maîtrise d'ouvrage (presque) imparfaite ?** PAGE **47**

Carine Vaysse

CE, 21 mai 2024, n° 490688

La délégation de maîtrise d'ouvrage que constitue le mandat est une technique de représentation bien connue permettant de faire exécuter en son nom et pour son compte nombre de missions et prestations. Cela étant, elle ne saurait exonérer ni le maître d'ouvrage ni le mandataire de toute responsabilité. L'engager, lorsqu'un différend apparaît dans cette relation parfois obscure qui relie le mandataire, le mandant et le titulaire d'un marché public, s'avère néanmoins laborieux. La question des fondements de cette responsabilité et des moyens propres à l'actionner est pourtant centrale, ce dont atteste la décision ici commentée.

LPA203f5 **Résiliation du contrat de location-gérance et transfert des contrats de travail, la propriété du fonds n'est pas sa possession** PAGE 50

Marion Villar

Cass. soc., 3 avr. 2024, n^{os} 22-10261, 22-10262, 22-10263, 22-10264, 22-10265, 22-10266 et 22-10267

Dès la notification de la résiliation du contrat de location-gérance par le liquidateur judiciaire, s'opère le retour du fonds dans le patrimoine du loueur. Ce dernier doit alors assumer la charge des contrats de travail conclus par le locataire-gérant, sauf ruine du fonds.

LPA203f2 **Motifs et motivation de la constitution de réserves foncières par voie d'expropriation : quand le Conseil d'État « se hâte lentement et sans perdre courage »** PAGE 54

Emmanuelle Bornet

CE, 6^e-5^e ch., 30 avr. 2024, n^o 465919

La justification du recours à l'expropriation pour constituer une réserve foncière est allégée lorsque la collectivité a besoin de disposer de la maîtrise foncière pour préciser le programme d'aménagement envisagé ; le cas échéant, la consistance du projet peut n'être définie que de manière sommaire.

LPA203f1 **Le refus par le salarié inapte d'une offre de reclassement modifiant son contrat de travail : entre incertitudes et clarifications** PAGE 59

Ben Mohamed Hamada

Cass. soc., 13 mars 2024, n^o 22-18758

Il résulte des articles L. 1226-2 et L. 1226-2-1 du Code du travail – le premier dans sa rédaction issue de l'ordonnance n^o 2017-1718 du 20 décembre 2017 – que l'employeur peut licencier le salarié s'il justifie du refus par celui-ci d'un emploi proposé dans les conditions prévues à l'article L. 1226-2 du Code du travail, conforme aux préconisations du médecin du travail, de sorte que l'obligation de reclassement est réputée satisfaite.

LPA203e7 **Réflexions sur le pouvoir de représentation du président du directoire de la société anonyme** PAGE 63

Thomas Gérard

Cass. com., 10 mai 2024, n^o 22-20439

La Cour de cassation juge que si le président du directoire a le pouvoir d'exécuter une décision prise par le directoire, le cas échéant, pour certains actes au nombre desquels le cautionnement, en vertu d'une autorisation donnée au directoire par le conseil de surveillance, il ne peut, en l'absence d'une telle décision, décider par lui-même de consentir un engagement de caution au nom de la société que s'il a reçu du directoire délégation pour ce faire. Il en résulte une atrophie du pouvoir de représentation dévolu au président du directoire de la société anonyme, ce qui favorise des dépassements de pouvoirs dont les conséquences paraissent mal maîtrisées.

LPA203e6 **Licenciement verbal et appel téléphonique : attention à ne pas informer le salarié de son licenciement avant l'envoi de la lettre de licenciement !** PAGE 68

Mehdi Harisse

Cass. soc., 3 avr. 2024, n^o 23-10931

Le 3 avril 2024, la chambre sociale de la Cour de cassation a jugé qu'est dépourvu de cause réelle et sérieuse le licenciement dont le salarié a été informé par un appel téléphonique de son employeur avant l'envoi de la lettre de licenciement, et ce, même si la lettre de licenciement est adressée le même jour au salarié.

LPA203e5 L'irrecevabilité de l'action en annulation de la délibération d'une assemblée générale exercée par un directeur général démissionnaire

PAGE 73

Deen Gibirila

Cass. com., 4 avr. 2024, n° 22-20482

Il résulte de la combinaison des articles L. 227-9 et L. 235-1 du Code de commerce, 1179 et 1181 du Code civil et 31 du Code de procédure civile que l'action en annulation d'une délibération de l'assemblée générale d'une société par actions simplifiée pour défaut d'objet relève d'une cause de nullité des contrats en général, de sorte que sa recevabilité doit être appréciée au regard du droit commun.

Le directeur général démissionnaire d'une telle société n'est pas recevable à demander l'annulation, pour défaut d'objet, de la délibération de l'assemblée générale qui l'a ultérieurement révoqué de son mandat, la nullité encourue étant relative et ne pouvant être demandée que par les personnes que la loi a entendu protéger.

LPA203e4 La rigueur des écritures en matière d'appel prud'homal

PAGE 77

Ben Mohamed Hamada

Cass. soc., 28 févr. 2024, n° 23-10295

Selon l'article 910-4 du Code de procédure civile, à peine d'irrecevabilité, les parties doivent présenter, dès les premières conclusions, l'ensemble de leurs prétentions sur le fond. Méconnaît cette disposition la cour d'appel qui accueille une demande de nullité d'un licenciement aux motifs qu'elle tend aux mêmes fins que celle formée au titre d'un licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse, et que l'obligation faite aux parties de présenter l'ensemble de leurs prétentions sur le fond, dès les conclusions mentionnées aux articles 908 à 910 de ce code, ne s'applique pas aux moyens qu'elles développent à l'appui de leurs prétentions, alors qu'elle constate que cette demande n'était pas présentée dans les premières conclusions du salarié.

PRATIQUE

LPA203e1 Le secret professionnel de l'avocat en douze questions-réponses

PAGE 81

Antoine Braci

Le secret professionnel garantit la confiance des justiciables envers les avocats. La violation du secret professionnel de l'avocat est lourdement sanctionnée. Les mouvant tréfonds de cette notion peuvent sembler mystérieux ; ils méritent d'être clarifiés.

LPA203f3 Autoentrepreneurs et retraite : nouvelles mesures

PAGE 87

Diane Buisson

Un décret du 30 mai 2024 vient apporter de nouvelles mesures à la retraite des autoentrepreneurs qui sont source d'inquiétude pour certains. A tort ou à raison? Nous faisons le point.

Pour soumettre un article à la rédaction, merci d'adresser votre fichier à l'adresse suivante :
redaction@lextenso.fr

[L'effet direct des dispositions du droit de l'Union européenne en matière de droit de la concurrence, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/1, p. 9-13](#)

DOCTRINE  F. PICOD  CONCURRENCE - DROIT EUROPÉEN

effet direct - traité - cour de justice - entreprise - directive - effet direct des dispositions - juridiction - États membres - communication - droit de la concurrence - matière de droit - institution - matière de droit de la concurrence - destinataire - point - caractère - principe - effet direct des dispositions du droit - litige -...

30/07/2024

[L'effet direct des articles 101 et 102 TFUE lu\(s\) en combinaison avec l'article 4, paragraphe 3, TUE, moyen de résonance et d'effectivité de ces dispositions dans les ordres juridiques des États membres, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/1, p. 15-30](#)

DOCTRINE  M. VIALLE  CONCURRENCE - DROIT EUROPÉEN

effet direct - combinaison - état - général - commission - États membres - État membre - cour de justice - point - effet direct des articles - particulier - entreprise - responsabilité - brasserie du pêcheur - caractère - test - autorité - group - effet direct vertical - réparation - règles de concurrence - solutions - juridictions...

[Voir plus](#)

30/07/2024

[Article 102 TFUE : l'effet direct d'une disposition au contenu évolutif, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/1, p. 31-41](#)

DOCTRINE  F. CASTILLO DE LA TORRE - T. BAUMÉ  CONCURRENCE - DROIT EUROPÉEN

autorité - arrêt de la cour - commission - effet direct - point - juridiction - comportement - entreprise - infraction - arrêt - concentration - état - concurrence - organisme - juridictions nationales - oeuvre - arrêts de la cour - niveau - réparation - États membres - organisme de contrôle - provision - caractère - capacité -...

30/07/2024

[L'inépuisable potentiel de l'effet direct de l'article 101 TFUE, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/1, p. 43-60](#)

DOCTRINE  M. LE SOUDEER  CONCURRENCE - DROIT EUROPÉEN

effet direct - cour de justice - autorité - juridiction - commission - entente - infraction - juridictions nationales - traité - entreprise - pratique - état - exigence - autorités nationales - accord - victime - potentiel - interdiction - autorités nationales de concurrence - fondement - particulier - entrée en vigueur - société -...

30/07/2024

[L'effet direct de l'article 108, paragraphe 3, dernière phrase, du TFUE, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/1, p. 61-70](#)

DOCTRINE  F. PICOD  CONCURRENCE - DROIT EUROPÉEN

aide - traité - commission - juridictions nationales - phrase - cour de justice - effet direct - interdiction - commerce extérieur - juridiction nationale - aide d'État - commission européenne - communication - état - point - mission - obligation de notification - compatibilité - bénéficiaire - justiciable - syndicat national des...

30/07/2024

[De l'utilité de quelques îlots contractuels dans l'océan des données de l'open banking, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/1, p. 73-84](#)

DOCTRINE  K. MAGNIER MERRAN  BANQUE ET CRÉDIT

donnée - utilisateur - service - prestataire - profession bancaire - information - client - accès aux données - banque - banquier - prestataire de services - compte - opération - prestataire de services de paiement - partage - périmètre - parlement - utilité - prestataires de services - interface - détenteur de données -...

30/07/2024

[Directive \(UE\) 2023/2225 relative aux contrats de crédit aux consommateurs du 18 octobre 2023 : quelques précisions, pas de révolution, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/1, p. 85-93](#)

DOCTRINE  M. LEVENEUR-AZÉMAR  DROIT DE LA CONSOMMATION

directive - information - crédit - consommateur - contrat - prêteur - état - États membres - contrats de crédit - champ - liste - emprunteur - extension - objectif - conso - harmonisation - exposé des motifs - exclusion - contrats de crédit aux consommateurs - lisibilité - stade - obligation d information - crédit à la consommation -... [Voir plus](#)

30/07/2024

[Comment construire la confiance \(mutuelle\) numérique à l'heure des plateformes communicationnelles en ligne ? Pour une relecture du « principe de la modération d'origine » à l'aune d'une modération européenne \(CJUE \(2e ch.\), 9 novembre 2023, Google Ireland Limited e.a. / Kommunikationsbehörde Austria, aff. C-376/22\), *Rev. Aff. Eur.*, 2024/1, p. 97-107](#)

DOCTRINE  M. HO-DAC  POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS - COMMERCE ÉLECTRONIQUE

directive - état - confiance - information - service - État membre - cour de justice - États membres - principe du pays d origine - principe du pays - autorité - principe d origine - commission - objectif - régime dérogatoire - prestataire - confiance mutuelle - particulier - considérant - État membre de destination - communication -... [Voir plus](#)

30/07/2024

[Le juge national doit appliquer la directive TVA même si cette application s'avère contraire à la jurisprudence constitutionnelle \(CJUE, 11 janvier 2024, Global Ink Trade, aff. C-537/22, avocat général : A.M. Collins\), *Rev. Aff. Eur.*, 2024/1, p. 109-122](#)

DOCTRINE  D. BERLIN  TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (T.V.A.) - DROIT EUROPÉEN

assujetti - fraude - directive - état - juge national - opération - droit à déduction - interprétation - point - effet direct - jurisprudence citée - exigence - facture - acquisition - administration fiscale - émetteur - fournisseur - droit national - juridiction de renvoi - réglementation - juge de renvoi - entreprise - activité -... [Voir plus](#)

30/07/2024

La notion d'instrument d'infraction pénale et l'obligation d'interprétation conforme (CJUE (8e ch.), 25 janvier 2024, Sofijski gradski sad, aff. C-722/22), *Rev. Aff. Eur.*, 2024/1, p. 123-128

DOCTRINE  A. CAIOLA  DROIT PÉNAL - PRINCIPES GÉNÉRAUX - DROIT PÉNAL EUROPÉEN - LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES, ARRÊTÉS - DROIT EUROPÉEN

décision-cadre - cour de justice - arrêt confiscation - interprétation - infraction - confiscation - instrument - charte - charte des droits - infraction pénale - charte des droits fondamentaux - commentaire - notion d'instrument - tiret - obligation d'interprétation - obligation d'interprétation conforme - juridiction nationale -... [Voir plus](#)

30/07/2024

Remboursement d'un vol annulé en bons de voyage ou en somme d'argent : de l'importance d'un choix efficace et informé (CJUE (3e ch.), 21 mars 2024, Cobult UG, aff. C-76/23), *Rev. Aff. Eur.*, 2024/1, p. 129-133

DOCTRINE  J. HEYMANN  TRANSPORT - DROIT EUROPÉEN

remboursement - transporteur - passager - modalité - arrêt rapporté - transporteur aérien - interprétation - accord signé - notion d'accord signé - transporteur aérien effectif - version - formulaire - information - voucher - notion d'accord - modalités de remboursement - remboursement du billet - société - forme de bons de voyage -... [Voir plus](#)

30/07/2024


A Practitioner's Perspective on Direct Effect of EU Law and Antitrust Law, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/1, p. 137-145

DOCTRINE  É. BRUC  CONCURRENCE - DROIT EUROPÉEN

direct effect - fundamental rights - para - national law - national rules - essence - action - legal order - competition law - paras - public authorities - claimant - limitation - effectiveness - court - concurrence - national courts - party - regulation - client - freedom - applicability - exercise - case law - contract - judge - national...

30/07/2024

[Les entraves d'origine privée aux libertés de circulation, coll. österreichische Gesellschaft für Europarecht, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/1, p. 149-150](#)

BIBLIOGRAPHIE  E. DUBOUT  DROIT EUROPÉEN

liberté - université - effet horizontal - thèse - côté - lecture - acteur - libertés de circulation - entraves d'origine privée aux libertés de circulation - entraves d'origine - ouvrage - personne privée - recherche - autonomie individuelle - travail - marché intérieur - théorie juridique - théorie juridique avec la réalité des...

30/07/2024

[La coopération loyale dans le droit des relations extérieures de l'Union européenne, coll. Droit européen, série Colloques, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/1, p. 151-153](#)

BIBLIOGRAPHIE  A. HERVÉ  DROIT EUROPÉEN

coopération - coopération loyale - état - ouvrage - États membres - professeur - principe de coopération loyale - institution - principe de coopération - mise en oeuvre - action extérieure - fondement - traité - expression - coopération loyale dans le droit - domaine - lecture - sécurité - politique - ordre juridique - ensemble des...

30/07/2024

[Directive \(UE\) 2019/1937 sur la protection des « lanceurs d'alerte ». Commentaire article par article, coll. Droit de l'Union européenne, série Textes et commentaires, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/1, p. 155-157](#)

BIBLIOGRAPHIE  C. VIAL  DROIT EUROPÉEN

directive - signalement - auteur - commentaire - protection des lanceurs - ouvrage - lutte - angle - information - champ d'application - marge de manoeuvre - sécurité - commentaire article - commentaire article par article - secteur - professeur - domaine - lanceur - université - États membres - mesures de protection - article relatif -...

30/07/2024

[Le plan de relance « Next Generation EU » de l'Union européenne. Analyse constitutionnelle d'une initiative historique, coll. Droit de l'Union européenne, série Monographies, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/1, p. 159-161](#)

BIBLIOGRAPHIE  E. DUBOUT  FINANCES PUBLIQUES - BUDGET - DROIT EUROPÉEN

plan - état - emprunt - plan de relance - ouvrage - évolution - crise - mécanisme - emprunt commun - élément - fonctionnement - chapitre - politique - analyse constitutionnelle - majorité - possibilité d un endettement - pérennisation d un endettement - pédagogie - programme d émission de dette pour un montant - plan juridique - poids...

30/07/2024

[Droit de l'Union européenne des droits fondamentaux, coll. Droit de l'Union européenne, série Manuels, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/1, p. 163-164](#)

BIBLIOGRAPHIE  D. DERO  DROIT EUROPÉEN

manuel - droits fondamentaux - importance - ouvrage - charte - cour européenne des droits - raisonnement - niveau - développement - travers - cour européenne - vision - acteur - analyse des droits - droit dérivé - nombre de pages - modalités de protection des droits fondamentaux - montée en puissance - mécanisme de conditionnalité -...

30/07/2024

[Directive \(UE\) 2019/1023 du 20 juin 2019 relative aux cadres de restructuration préventive. Commentaire article par article, coll. Droit de l'Union européenne, série Textes et commentaires, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/1, p. 165-167](#)

BIBLIOGRAPHIE  M.-H. MONSÉRIÉ-BON  INSOLVABILITÉ

directive - état - ouvrage - États membres - analyse - transposition - commentaire - cadres de restructuration - réflexion - débiteur - insolvabilité - vision - lecteur - critère - entreprise - auteur - notion - modalité - cadres de restructuration préventive - opportunité - adoption - législation - procédure - outils d analyse des...

30/07/2024

[Les grandes notions du droit de l'Union européenne, coll. Thémis, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/1, p. 169-170](#)

BIBLIOGRAPHIE  V. MICHEL  INFRACTIONS ET LEURS PEINES - DROIT PÉNAL EUROPÉEN - DROIT EUROPÉEN - MANDAT D'ARRÊT- EUROPEEN

ouvrage - notion - analyse - lecteur - étudiant - angle - notions du droit - solidarité - chercheur - droit international - principe de confiance - principe de confiance mutuelle - développement - effectivité - ordre juridique - regret - notions retenues - confiance mutuelle - notion de droit - droit international public - autonomie -...